

MO-Cap

LA VALEUR PREDICTIVE DU MODELE POLYARCHIQUE DE ROBERT A. DAHL

par:

Alain Guy Grenier

Thèse présentée à l'Ecole des études supérieures
et de la recherche de l'Université d'Ottawa en vue
de l'obtention de la maîtrise ès Arts en science
politique

Ottawa, Ontario, 1988



© Alain Grenier, Ottawa, Canada, 1988.

UMI Number: EC55838

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55838
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

TABLE DES MATIERES

Table des matières	p.	I
Liste des diagrammes	p.	III
Liste des tableaux	p.	IV
Préface	p.	1
Introduction	p.	2
Problématique	p.	4
La stratégie "Most Similar Systems Design"	p.	7
Chapitre premier: <u>A. Le modèle théorique de Dahl</u>	p.	12
1.1 Séquences historiques	p.	16
1.2 L'ordre socio-économique	p.	18
1.21 Accès aux ressources coercitives	p.	18
1.22 Type de direction de l'économie	p.	19
1.3 Le niveau de développement socio-économique	p.	20
1.4 Inégalités	p.	22
1.41 Inégalités objectives	p.	22
1.42 Inégalités subjectives	p.	23
1.5 Pluralisme culturel	p.	25
1.6 Domination étrangère	p.	26
1.7 Croyances de l'élite politique	p.	28
1.71 La légitimité de la polyarchie	p.	29
1.72 Confiance et coopération	p.	30
1.8 Synthèse du modèle	p.	31
<u>B - Critiques</u>	p.	33
1.1 Arend Lijphart (1972)	p.	34
1.2 Gabriel Almond et Robert Mundt (1973)	p.	35
1.3 Bertrand Badie (1980)	p.	36
1.4 Conclusion	p.	37

<u>C - L'hypothèse révisée</u>	p.	39
Chapitre deux: <u>L'analyse comparative entre l'Argentine et le Chili</u> ...	p.	41
2.1 Séquences historiques	p.	43
2.12 Le développement politique du Chili	p.	44
2.13 Le développement politique de l'Argentine	p.	49
2.2 L'ordre socio-économique	p.	53
2.21 Accès à la violence	p.	53
2.22 Accès aux sanctions socio-économiques	p.	56
2.23 Type d'économie	p.	59
2.3 Niveau de développement socio-économique	p.	63
2.4 Inégalités	p.	69
2.41 Inégalités objectives	p.	70
2.42 Inégalités subjectives	p.	73
2.5 Pluralisme culturel	p.	80
2.6 Pénétration et dépendance économique	p.	84
2.7 Croyances de l'élite au pouvoir	p.	88
2.71 La légitimité de la polyarchie	p.	88
2.72 Confiance et coopération	p.	91
2.8 Conclusion	p.	94
Chapitre trois: <u>Conclusion</u>	p.	99
3.1 L'importance de la différence des résultats	p.	99
3.2 La chute de la "Junta Argentina"	p.	105
3.3 La redémocratie en Argentine, la "théorie de la révolution" et le modèle de Dahl	p.	107
3.4 Classification des conditions de Dahl	p.	111
3.5 Conclusion	p.	114
Annexe statistique	p.	117
Références	p.	128
Bibliographie	p.	132

Liste des diagrammes

<u>Diagramme 2.1</u>	Le vote présidentiel au Chili, 1846-1970.....p.	48
<u>Diagramme 2.2</u>	Le vote présidentiel en Argentine, 1853-1983.....p.	52
<u>Diagramme 4.1</u>	Inégalité en Argentine et au Chili en 1980.....p.	72
<u>Diagramme 4.2</u>	Privation relative diachronique.....p.	74
<u>Diagramme 4.3</u>	Privation diachronique: % d'augmentation du PIB par année.....p.	76
<u>Diagramme 4.4</u>	Privation diachronique: % d'augmentation du taux de chômage.....p.	77
<u>Diagramme 4.5</u>	Privation diachronique: droits civils.....p.	78

Liste des tableaux

<u>Tableau 1.1:</u>	Conditions à la polyarchie.....	p. 32
<u>Tableau 2.1:</u>	Pourcentage de militaires par rapport à la population total (1976-81).....	p. 55
<u>Tableau 2.2:</u>	Pourcentage des dépenses militaires par rapport au PNB (1974/76-82).....	p. 55
<u>Tableau 2.3:</u>	Indice RIWI.....	p. 57
<u>Tableau 2.4:</u>	Pourcentage de la distribution de la population économique active (1980).....	p. 60
<u>Tableau 2.5:</u>	Pourcentage du revenu de la propriété et de l'entreprise par rapport au PIB (moyenne 1979 à 1982)...	p. 62
<u>Tableau 3.1:</u>	PNB par capita en dollars américains constants de 1982 (1974/76-82)	p. 64
<u>Tableau 3.2:</u>	Pourcentage du minimum journalier de calories requises..	p. 65
<u>Tableau 3.3:</u>	Indice HEC.....	p. 66
<u>Tableau 3.4:</u>	p. 67
<u>Tableau 4.1:</u>	Quotient de discrimination.....	p. 71
<u>Tableau 5.1:</u>	Indice du pluralisme (1963).....	p. 81
<u>Tableau 6.1:</u>	"Debits on investment income" annuel per capita (1974/76-1982).....	p. 86
<u>Tableau 7.1:</u>	Indice révisé "Fitzgibbon-Johnson" et rang: 1970, 1975, 1980.....	p. 90
<u>Tableau 7.2:</u>	Droits politiques.....	p. 93
<u>Tableau 8.1:</u>	Conditions également favorables et également défavorables à l'Argentine et au Chili.....	p. 95
<u>Tableau 8.2:</u>	Conditions comparativement favorables.....	p. 97
<u>Tableau 9.1:</u>	Importance en % de la différence des résultats.....	p. 102
<u>Tableau 9.2:</u>	Révision: conditions comparativement favorables.....	p. 104
<u>Tableau 9.3:</u>	Classification des conditions de Dahl.....	p. 114

Préface

Lors d'un voyage en Amérique du sud du début septembre 1985 à la fin janvier 1986 j'ai eu l'occasion de parcourir cinq pays dont le Chili et l'Argentine. Malgré plusieurs similarités visibles au niveau socio-économique entre ces deux derniers, une différence fondamentale leur était particulière. L'Argentine était nouvellement démocratique alors que son voisin de l'ouest, le Chili, demeurait sous l'emprise des militaires et ce depuis douze ans. Au Chili, plusieurs personnes me signifièrent leur mécontentement face à leur gouvernement. En Argentine on me vantait le retour à la démocratie et un sentiment de fierté semblait omniprésent. A l'époque, n'ayant qu'une connaissance très sommaire de cette région, je me suis demandé à quoi était dû cette différence fondamentale entre deux pays visiblement similaires. C'est en fait ce qui me poussa à étudier le sujet qui fait l'objet de cette thèse.

Celle-ci n'aurait été possible sans la précieuse aide de mon directeur de thèse, le Professeur Lawrence Alschuler. Je tiens à remercier monsieur Alschuler pour ses directives, sa disponibilité et ses conseils mais aussi et plus particulièrement pour m'avoir incluqué, de par ses explications et observations assidûment réfléchies, le désir sinon la nécessité de toujours procéder de façon posée et approfondie. Pour ce, ma gratitude est inexprimable en ces quelques lignes.

Introduction

Le 30 octobre 1983, alors que l'Argentine passait aux urnes lors d'une élection générale libre, la première après sept années de dictature militaire, le Chili ne semblait guère pouvoir suivre la même voie. Son Président, le Général Augusto Pinochet Ugarte, déclarait en effet quelques années plus tôt que "Not a single leaf moves in this country if I am not moving it".(1) Bien que caricatural, ce constat représentait hélas adéquatement l'emprise que Pinochet conservait sur le pouvoir qu'il détenait (et qu'il détient toujours) depuis le 11 septembre 1973, date du coup d'état qui renversa le dernier gouvernement démocratiquement élu au Chili.

L'Argentine ne fut pas la seule à se libéraliser. En effet un bref survol de l'Amérique latine au cours des deux dernières décennies permet l'observation d'un "retour généralisé à la démocratie à partir de la fin des années soixante-dix"(2) et ceci si bien qu'en 1986 deux pays seulement sur vingt demeuraient sous l'emprise de militaires.(3) Il s'agit du Paraguay et évidemment du Chili.

Au Chili et ailleurs au monde comme en Afrique du Sud ainsi qu'en Corée du Sud et à Haïti où l'on convoite la démocratisation, manifestations et émeutes se multiplient. A Manille et à Buenos Aires la foule descend dans les rues pour défendre, supporter et protéger les institutions démocratiques. La démocratie est partout un sujet d'actualité brûlant qui ne semble laisser personne indifférent.

Cette thèse s'affaira à examiner un aspect particulier de la démocratie. Il s'agit des conditions à la démocratie ou plutôt ce qu'un auteur, Robert Dahl, croit être les conditions à la démocratie ou selon lui à la polyarchie. En fait nous examinerons son modèle théorique de sept conditions afin de déterminer s'il est sensible à la réalité. Pour ce faire, il sera étudié lorsque confronté à l'Argentine et au Chili à l'occasion d'une analyse comparative pour la période de 1976 à 1982 pour l'Argentine et de 1974 à 1982 pour le Chili. Nous tenterons de voir si le modèle permet de déceler l'ouverture démocratique qui s'est fait en Argentine en 1983.

Le premier chapitre exposera concisement les grandes lignes et les idées principales de Dahl telles que retrouvées dans son livre Polyarchy. A celles-ci seront jointes quelques critiques. Le second chapitre, soit l'analyse comparative, sera en fait l'opérationnalisation empirique du modèle en question. Pour y arriver près d'une vingtaine d'indicateurs politiques, et socio-économiques seront utilisés. Nous verrons alors que même si de plus en plus de données sont disponibles on rencontre tout de même parfois certaines difficultés de collecte. Le troisième chapitre ou en fait la conclusion soulignera que le modèle de Dahl peut effectivement être utile et prédictif mais aussi que pour ce, il doit être entrevue comme faisant partie d'un modèle ou d'une théorie encore plus vaste.

Problématique

Avant de procéder et définir la démocratisation plusieurs questions viennent d'abord à l'esprit. Qu'est-ce qui pousse un pays à changer de régime? Peut-on prédire l'avènement d'un régime totalitaire ou démocratique? Existe-t-il un outil ou un instrument qui permet de déceler la direction que prendra un régime quelconque? Alors que chacune de ces questions a été étudiée et débattue à maintes reprises, la dernière est fondamentale à l'orientation de cette thèse.

La définition que l'on donne au terme "démocratie" varie de part et d'autre mais dans le contexte qui nous intéresse, soit le contexte latino-américain, le concept de démocratie est sensiblement doté de la même signification libérale qu'on retrouve en Amérique du nord.(4) Il ne s'agit pas à l'intérieur de cet essai de porter un jugement sur ce concept mais plutôt de s'en servir comme point de référence.

Les Weber, Lipset, Rustow et Dahl, tous de l'école libérale, semblent d'accord à ce que de façon générale la démocratie, par sa définition, implique un processus compétitif(5) Seymour Lipset, dans son livre Political Man: The Social Bases of Politics, définit la démocratie de la façon suivante;

Democracy ... (is) ... a political system which supplies regular constitutional opportunities for changing the governing officials. It is a social mechanism for the resolution of the problem of societal decision-making among conflicting interest groups which permits the largest part of the population to influence these decisions through their ability to choose among alternative contenders for political office.(6)

Robert Dahl généralise cette description en attribuant à la démocratie deux dimensions principales: le droit de participation aux élections et au processus politique et le droit de contestation publique. Dans son livre intitulé Polyarchy: Participation and Opposition publié en 1971, Dahl s'attarde plus particulièrement à la seconde dimension: le droit de contestation et d'opposition publique. D'après lui ce droit est primordial à la démocratisation. Polyarchy s'intéresse donc principalement aux conditions sous lesquelles un système d'opposition et donc une polyarchie est apte à se développer.

L'ensemble de ces conditions, qui sont au nombre de sept et qui forment l'essentiel du modèle théorique général qu'offre Dahl, semble s'apparenter à l'instrument dont il était question il y a quelques instants. En fait ce modèle, en isolant certaines conditions nécessaires au droit de contestation publique et parallèlement les éléments qui pourraient y faire défaut, emprunte une allure quelque peu "prédictive" en ce sens qu'il explore les conditions préalables à la démocratie.

L'objectif principal de notre thèse sera d'examiner la sensibilité du modèle théorique de Dahl lorsque confronté à l'Argentine et au Chili. L'hypothèse centrale de cette thèse sera directement tirée du modèle en question. C'est-à-dire qu'elle soulignera qu'un système de contestation publique et donc une polyarchie devrait dépendre d'au moins sept conditions principales et qu'inversement sans celles-ci les chances

qu'un régime démocratique se développe sont affaiblies. Cette hypothèse sera raffinée et re-présentée une fois l'élaboration des conditions terminée ce qui sera entrepris lors de la seconde section de ce premier chapitre.

Tel qu'indiqué l'examen de la sensibilité du modèle théorique de Dahl se fera lorsque confronté à l'Argentine et au Chili et ce à l'aide d'une évaluation qui établira empiriquement la situation des conditions. C'est-à-dire qu'à la façon de Dahl, on cherchera à savoir si la situation des conditions est favorable ou défavorable à un système de contestation publique. L'évaluation sera entreprise à l'intérieur d'un cadre temporel pré-défini. Les périodes de 1976-82 et 1974-82 pour l'Argentine et le Chili respectivement ont été retenues afin de permettre un examen de la période précédant 1983, soit l'année du retour à la démocratie en Argentine. Le cadre temporel isole donc une période où l'Argentine et le Chili subissaient l'autoritarisme.

Idéalement l'examen de la sensibilité du modèle théorique de Dahl à l'intérieur du cadre temporel prévu devrait permettre de déceler l'ouverture qui s'est produite en Argentine en 1983. C'est-à-dire que l'étude des conditions en Argentine et au Chili devrait se dévoiler en général plus favorable à la contestation publique et donc à la démocratie dans le cas argentin. Dans le cas chilien elle devrait être défavorable étant donné la permanence du régime autoritaire.

Afin d'arriver à cet objectif, pour chaque condition retrouvée dans le modèle certains indicateurs politiques, économiques et sociaux leurs seront attribués en fonction des explications de Dahl. A l'occasion, si l'auteur ne semble pas clair dans ses concepts, un indicateur reconnu sera attribué à la condition en question en espérant demeurer le plus fidèle possible aux idées de l'auteur. Ces indicateurs proviendront de sources fiables tel, The World Bank, Statistical Abstract of Latin America, World Handbook of Political and Social Indicators, Political Handbook of the World, ainsi que International Labor Bulletin pour nommer que les sources principales.

La stratégie "Most Similar Systems Design"

Afin de parvenir à un examen logique de la sensibilité du modèle de Dahl il faut d'abord choisir une stratégie qui permet une comparaison structurée des deux pays en question lorsque soumis à ce modèle. Alors que la méthode comparative comprend plusieurs stratégies, une semble particulièrement adéquate. Il s'agit de la comparaison entre pays "relativement similaires" ou si on le désire "Most Similar Systems Design".

Dogan et Pelassy dans Sociologie politique comparative soulignent que,

La comparaison entre pays "relativement analogues" se propose de neutraliser certaines différences pour mieux en analyser d'autres. Stratégie au coeur même de la méthode comparative: c'est en réduisant au maximum le

nombre de variables interférant, J.S. Mill l'avait démontré, qu'on se donnera le moyen d'observer avec précision l'influence des facteurs qu'on veut étudier.(8)

La stratégie "Most Similar Systems Design" de Przeworski et Teune est sensiblement dotée de la même signification,

Intersystemic similarities and Intersystemic differences are the focus of the "most similar systems" designs. Systems constitute the original level of analysis and within-system variations are explained in terms of systemic factors. Although these designs rarely have been formulated rigorously, their logic is fairly clear. Common systemic characteristics are conceived as "controlled for", whereas in intersystemic differences are viewed as explanatory variables.(9)

• En se basant sur les dires de Dogan, Pelassy, Przeworski et Teune certaines généralisations viennent à l'esprit. En Argentine, au Chili ainsi qu'ailleurs en Amérique du Sud le concept de liberté semble s'être très bien développé et ceci grâce au peuplement européen.(10) De plus, tel que préalablement mentionné, on retrouve chez les latino-américains la même signification du concept de démocratie qu'ailleurs en Amérique du nord.

La stratégie de la comparaison des pays relativement similaires requiert cependant des similarités moins vagues, plus concrètes et précises afin d'arriver à une comparaison significative. C'est-à-dire qu'il faut identifier des caractéristiques communes à l'Argentine et au Chili. Ces caractéristiques agiront en fait de paramètres ou seront, à la façon de Przeworski et Teune, des caractéristiques "controlled for".

Il serait sûrement possible d'établir toute une série de caractéristiques communes à l'Argentine et au Chili. Etant donné l'importance de cet exercice seules certaines des plus pertinentes seront présentées. Du point de vue géographique le Chili et l'Argentine sont évidemment pays voisins; le Chili étant à l'ouest des Andes et l'Argentine à l'est. Celle-ci donne sur l'océan Atlantique à l'est et sur l'Antartique au sud et inversement le Chili donne sur le vaste océan Pacifique à l'ouest et également sur l'Antartique au sud. Les capitales, soit Santiago au 33e parallèle sud et Buenos Aires au 34e parallèle sud ont un climat similaire. La moyenne annuelle de la température en degré centigrade est de 16.90 à Buenos Aires et de 13.70 à Santiago.(11)

En 1970 la densité de la population par km² en Argentine était de 8.4 et au Chili de 11.6 alors que le pourcentage de population à l'intérieur de la province où se trouvait la capitale fédérale était de 28.5% pour la province de Buenos Aires en Argentine et de 36.4% pour la province de Santiago au Chili.(12)

Tel que nous le verrons lors du second chapitre l'Argentine et le Chili sont pratiquement également homogènes au niveau de la race, de la religion et de la langue. De plus nous verrons que ces deux pays ont connue une expérience coloniale similaire ayant été colonisés par l'Espagne puis ayant déclaré leur indépendance au début du 19e siècle.

Finalement afin de terminer cette brève comparaison de caractéristiques similaires mentionnons que l'espérance de vie après la naissance et que le pourcentage d'illettrés dans ces deux pays sont à peu près les mêmes. En effet entre 1975 et 1980 l'espérance de vie en Argentine était de 69.4 années alors qu'au Chili elle était de 65.7 années. Le pourcentage d'illettrés en 1980 en Argentine était de 5.3% et de 6% au Chili.(13)

Ces paramètres étant établis, les conditions retrouvées dans le modèle théorique de Dahl, de par les différences et les similarités qui seront dévoilées entre l'Argentine et le Chili, deviennent donc des variables explicatives. Ceci devrait permettre l'examen de la sensibilité du modèle à savoir s'il parvient à déceler l'ouverture démocratique de l'Argentine en 1983 et la continuité du régime militaire chilien.

Tel que mentionné la seconde section de ce premier chapitre portera sur l'élaboration des conditions retrouvées dans le modèle théorique de Dahl. Certains changements mineurs seront apportés et expliqués clairement et certaines mises en garde seront soulignées. De plus quelques critiques seront exposées lors de ce premier chapitre puis reprises à la conclusion. Le second chapitre présentera l'évaluation empirique ainsi que l'explication et la justification de chaque indicateur par rapport aux conditions de Dahl. Finalement, en guise de conclusion, le troisième chapitre analysera les résultats de

L'évaluation empirique afin d'établir la sensibilité du modèle étudié.

Une attention particulière sera attachée à toute faiblesse du modèle,

s'il y en a, pour justement tenter d'identifier la portée et les limites

de ce modèle théorique.

Chapitre 1

A - Le modèle théorique du Dahl

L'état de la théorie démocratique a longtemps été un sujet préoccupant pour Robert A. Dahl. En effet, Polyarchy, publié en 1971, reprenait certaines idées préalablement élaborées avec l'aide de Charles E. Lindblom dans Politics, Economics and Welfare, en 1953 puis par lui-même dans A Preface to Democratic Theory en 1956 ainsi que dans Political Oppositions in Western Democracies en 1968.(14) Tel que mentionné, ce chapitre tentera d'exposer de façon concise le modèle de Dahl retrouvé dans Polyarchy. Il faut toutefois préciser que c'est l'essentiel de cette théorie qui sera énoncé dans les paragraphes qui suivent. Malgré tout, cette brièveté ne devrait aucunement modifier l'essence du modèle. Par la suite certaines critiques formulées à l'égard de ce modèle seront exposées et sommairement examinées. Finalement il faut souligner que ce premier chapitre en est un surtout descriptif plutôt qu'analytique et que les commentaires et des observations principales propres au modèle et aux critiques seront formulés lors des chapitres suivants, particulièrement le troisième qui agit en guise de conclusion.

Sans réellement s'attarder à définir de façon exhaustive ce qu'il entend par démocratie, Dahl indique cependant que dans son essai il,

reserve the term "democracy" for a political system one of the characteristics of which is the quality of being completely responsive to all its citizens.(15)

Afin qu'un gouvernement puisse répondre aux préférences de ces citoyens ceux-ci doivent avoir l'opportunité de formuler leurs préférences et de les adresser au gouvernement et à leurs co-citoyens de façon individuelle ou collective. De plus leurs préférences doivent être sous-pesées équitablement par le gouvernement sans qu'il y ait aucune discrimination quand à la substance ni à la source. D'après Dahl ce sont là trois conditions nécessaires pour la démocratie.

Afin de retrouver à l'intérieur d'un état ces trois conditions, huit garanties doivent être respectées.

1. liberté d'établir et d'adhérer à diverses organisations.
2. liberté d'expression.
3. droit de vote.
4. éligibilité pour l'office publique.
5. droit des chefs politiques de concourir pour le soutien et les votes de l'électorat.
6. sources alternatives d'information.
7. élections libres et équitables.
8. institutions qui obligent les politiques du gouvernement à dépendre des votes et des autres expressions de préférences.(16)

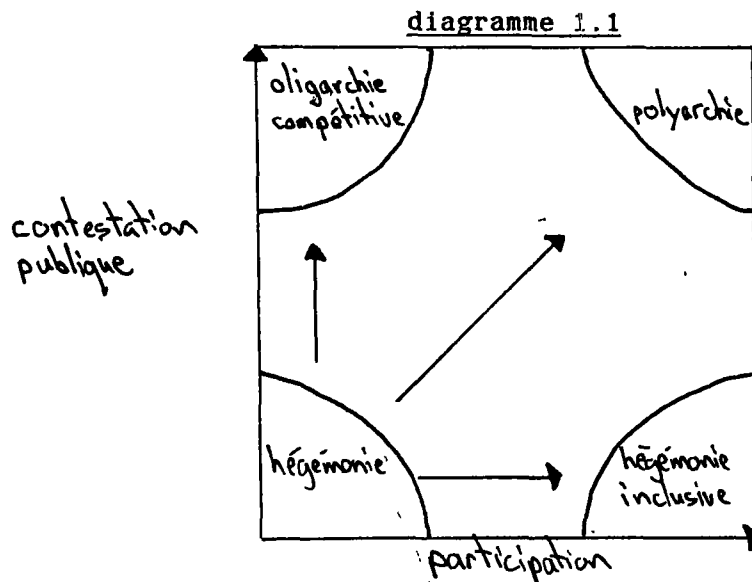
Ces huit garanties constituent en fait les deux dimensions théoriques principales de la démocratisation. Il s'agit du droit de participation et du droit de contestation ou d'opposition publique. C'est-à-dire que d'une part la proportion de la population ayant le droit de participer au processus politique varie d'un pays à un autre et d'un régime à un autre et d'autre part,

... regimes vary enormously in the extent to which the eight institutional conditions are openly available, publicly employed, and fully guaranteed to at least some members of the political system who wish to contest the conduct of the government(17)

Evidemment, en l'absence du droit de contestation publique, le droit de participation perd effectivement l'essence de sa signification.

Polyarchy est donc principalement une étude des conditions sous lesquelles un système de contestation publique peut se développer et s'épanouir et ce à l'échelle nationale seulement.(18) L'emploi du terme polyarchie plutôt que démocratie provient du fait qu'idéalement une démocratie aurait un niveau absolu de participation et de contestation publique. Etant donné la faible possibilité de cet idéal, Dahl préfère le terme polyarchie qui désigne un niveau élevé de participation et de contestation publique.

Si le sommet à atteindre est la polyarchie, son opposé est l'hégémonie où il n'y a ni participation ni contestation publique tel que le démontre le diagramme 1.1. De plus Dahl décrit deux autres niveaux; l'oligarchie compétitive et l'hégémonie inclusive.



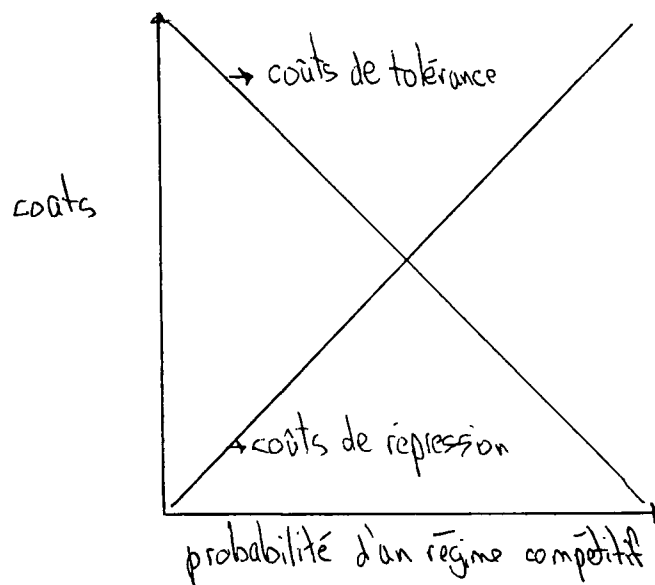
source: Polyarchy. p. 7.

Lorsqu'un régime hégémonique ou une oligarchie compétitive se déplace vers une polyarchie, les opportunités pour un plus grand nombre d'individus de participer et de contester toute action gouvernementale sont accrues. Toute transformation de ce genre entraîne une possibilité de désaccord et donc de conflit entre le gouvernement et l'opposition.

En effet, Dahl souligne que

the greater the conflict between a government and its opponents, the more costly it is for each to tolerate the other (19)

diagramme 1.2



source: Polyarchy. p. 16.

Tel que le diagramme 1.2 l'indique, moins importants sont les coûts de tolérance, plus grande est la sécurité du gouvernement. De plus, plus les coûts de répression sont importants, plus grande est la sécurité de

l'opposition. Les conditions qui parviendraient à produire un haut niveau de sécurité mutuelle pour le gouvernement et pour l'opposition favoriseraient alors la contestation publique. Ce concept de sécurité mutuelle devient donc le critère primaire de Dahl. C'est-à-dire qu'il est primordiale à l'avènement de la polyarchie. La question centrale de Polyarchy est donc la suivante:

What circumstances significantly increase the mutual security of government and oppositions and thereby increase the chances of public contestation and polyarchy?(20)

Dahl cherche à savoir quelles sont les conditions qui augmentent ou diminuent les chances pour qu'un système de contestation publique puisse se développer et se maintenir. Il examine sept conditions principales: les séquences historiques, le degré de concentration dans l'ordre socio-économique, le niveau de développement socio-économique, les inégalités, la domination étrangère et les croyances de l'élite politique.

1.1 - Séquences historiques

Alors que dans son modèle théorique Dahl identifie deux genres de processus historiques, soit les étapes de transformation d'un régime et l'inauguration d'un nouveau régime, il attache particulièrement plus d'importance au premier processus. Parmi une multitude possible d'étapes de transformation d'un régime, Dahl étudie principalement trois voies distinctes. Soit lorsque,

1. le droit de contestation publique précède le droit de participation
2. le droit de participation précède le droit de contestation publique
3. raccourci: d'hégémonie directement à polyarchie.(21)

De ces trois possibilités, la première est sûrement la plus favorable étant donné qu'un niveau élevé de tolérance et de sécurité mutuelle est plus apte à se développer à l'intérieur d'un groupe restreint qui partage certaines valeurs similaires pour ensuite y intégrer la masse de la population. Les deux autres possibilités introduisent un problème capital; il serait difficile sinon impossible d'arriver à un niveau de sécurité mutuelle si un ensemble considérable de gens ayant une multitude de préférences et d'intérêts recevait le droit de participation. Ceci dit, la première possibilité semble préférable mais Dahl remarque qu'elle devient de nos jours improbable étant donné que la plupart des pays affligés de régimes hégémoniques possèdent déjà un niveau de participation élevé, même si la signification de celui-ci perd de son importance sans le droit d'opposition.

De plus il faut souligner que toute transformation ne peut être immédiate sans qu'il y ait chaos et confusion. Tel que l'indique Dahl,

it is worth recalling that among most of the well-established polyarchies today where there exists a high tolerance for oppositions of all kinds, the transformation was exceedingly slow.(22)

La séquence de la transformation initiale, lors des premières décennies d'une nouvelle nation indépendante, revêt donc une importance capitale à savoir s'il y a ou non une "tradition" de tolérance et de sécurité

mutuelle. D'après Dahl une séquence initiale qui démontre le développement d'un système de contestation publique préalable au droit de participation serait historiquement plus favorable à la polyarchie que ne l'aurait été un autre cheminement. Il nous faudra donc déterminer historiquement quelle séquence initiale ou quel cheminement empruntèrent l'Argentine et le Chili suite à leur indépendance.

1.2 - L'ordre socio-économique

L'importance qu'attache Dahl à cette seconde condition est divisée en deux parties. En premier lieu l'auteur tente d'établir jusqu'à quel point un gouvernement a accès à certaines ressources pour affaiblir une opposition et inversement jusqu'à quel point une opposition a accès à certaines ressources coercitives pour affaiblir le gouvernement. Par la suite il cherche à identifier le type de direction économique qui semble le plus favorable à l'établissement d'un régime polyarchique; soit une direction de l'économie centralisée ou une direction décentralisée.

1.21 Accès aux ressources coercitives

Tel que mentionné l'avènement d'une polyarchie dépend en grande partie d'un système de sécurité mutuelle entre le gouvernement et l'opposition. Il semble y avoir deux types principaux de ressources coercitives accessibles aux deux pour affaiblir l'autre. Il s'agit des moyens violents et des moyens non-violents. En ce qui a trait au gouvernement

les "forces de l'ordre" de celui-ci s'occupent habituellement des moyens violents (emprisonnement, torture, etc.) alors que les moyens non-violents sont identifiés par Dahl comme étant des sanctions socio-économiques qui sont en fait un contrôle gouvernemental des ressources économiques, des moyens de communications, des processus d'éducation, etc... En ce qui a trait à l'opposition par moyens violents on entend souvent "terrorisme", "enlèvements", "assassinats" et autres alors que les moyens non-violents prennent possiblement la forme de démonstrations, de grèves, de boycottages, etc...

L'idéal est d'éviter que le gouvernement ou que l'opposition parviennent à un monopole de ces ressources. Effectivement si l'opposition parvient à un monopole le gouvernement ne peut être défini comme un gouvernement.

The pure case would hardly exist, since under these conditions a "government" would lack the definitional characteristics of a government".(23)

Si le gouvernement détient un monopole de ces ressources il est peu probable qu'un système de sécurité mutuelle et donc qu'un système de contestation publique ne se développe.

1.22 Type de direction de l'économie

Alors que Dahl explore les types d'économies agraires et industrielles, seul ce dernier sera présenté étant donné que l'Argentine et le Chili, tel que sera démontré lors du second chapitre, sont définitivement identifiables au type d'économie industrielle-

commerciale. D'après l'auteur les sociétés industrielles et commerciales sont plus hospitalières à des régimes polyarchiques que le sont des sociétés agraires. Cependant, alors que le libéralisme classique associait une polyarchie à un système économique strictement capitaliste et une hégémonie à une économie socialiste.(24) Dahl souligne que presque tous les pays industrialisés munis de régimes polyarchiques ont adopté une formule de système économique mixte à direction décentralisée. En effet,

public contestation, and hence polyarchy is unlikely to exist in a country with highly centralized directions of the economy, no matter what the term of the ownership.(25)

1.3 - Le niveau de développement socio-économique

Alors que plusieurs ont longtemps assumé qu'un haut niveau de développement économique est nécessaire à la création et au maintien d'un régime polyarchique, Dahl, sans toutefois réfuter complètement l'argument, ajoute que même s'il semble y avoir une certaine corrélation, celle-ci est faible et ne peut aucunement expliquer un nombre important de cas déviants.(26)

D'après lui aucune évidence ne soutient l'hypothèse qui veut qu'un haut niveau de développement économique soit une condition nécessaire ou suffisante pour une polyarchie. Alors que Dahl en ses propres mots n'offre qu'une alternative à cette hypothèse et qu'il se défend de l'identifier comme une véritable théorie, nous y attacherons une importance toute aussi grande que si elle en était une.

L'hypothèse alternative qu'offre l'auteur et qui tente d'établir un lien entre un système politique et le niveau socio-économique est la suivante:

The chances that a country will develop and maintain a competitive political regime (and, even more so, a polyarchy) depend upon the extent to which the country's society and economy,

- a) provide literacy, education and communication
- b) create a pluralistic rather than a centrally dominated social order.
- c) prevent extreme inequalities among the politically relevant strata of the country.(27)

Dahl soutient que l'éducation et les systèmes de communication sont étroitement reliés à l'industrialisation et que le développement économique nécessite et engendre ces facteurs. De plus il ajoute que les coûts nécessaires à l'éducation et aux médias d'information peuvent être encourus par même une société agraire moindrement prospère. Ceci dit il écarte de tout doute qu'une société industrialisée puisse subvenir à ces besoins nécessaires à la polyarchie.

Toute société industrialisée ou toute économie avancée nécessite et promeut un système universel d'éducation tant mineure qu'avancé ainsi que des médias d'information modernes. Afin de maximiser le développement d'une telle société, il semble primordial de distribuer les ressources, politiques et autres, à des individus, des groupes et des organisations pour guider le développement en question. Cette distribution de ressources engendre en fait un ordre social pluraliste. De plus, pour arriver à un rendement maximum de tous ou de la majorité

de la population, l'élite au pouvoir ne doit s'en remettre à des actes coercitifs physiques ni socio-économiques comme on retrouve parfois dans un système hégémonique. Ceci dit,

. an advanced economy automatically generates many of the conditions required for a pluralistic social order. And as a pluralistic social order evolves, at least in an elementary form, some of its members make demands for participating in decisions by means more appropriate to a competitive than to a hegemonic political system. (28)

Dahl souligne donc que tout régime qui peut se permettre des systèmes d'éducation et de communications plus ou moins avancés détient la capacité d'engendrer un ordre social pluraliste qui est particulièrement important à l'avènement d'un système polyarchique. Le troisième facteur, la prévention d'inégalités extrêmes, est examiné dans la section qui suit immédiatement.

1.4 - Inégalités

Dahl identifie deux genres d'inégalités qui ont des effets significatifs sur le développement de systèmes polyarchiques ou hégémoniques. Il s'agit des inégalités objectives et des inégalités subjectives.

1.41 Inégalité objective

Par inégalité objective Dahl entend inégalité dans la distribution des ressources politiques. De plus il souligne que les inégalités

extrêmes en ce qui a trait au revenu, aux richesses, au status et à l'éducation sont similaires et engendrent des inégalités extrêmes de ressources politiques. Evidemment là où il y a des inégalités de ressources politiques il y a des grandes chances que ces inégalités s'étendent à l'exercice du pouvoir ce qui décrit plus ou moins un régime hégémonique.

Lorsqu'un pays parvient à un niveau d'industrialisation élevé, les inégalités extrêmes en ce qui a trait aux ressources politiques diminuent étant donné que le développement semble amener certains avantages (revenu, pouvoir d'achat, etc.) à une nouvelle proportion de la population. Bien que ceci ne produit pas un système égalitaire comme tel, il semble y avoir une plus grande parité dans la distribution des ressources politiques.

1.42 Inégalité subjective

Extreme inequalities in the distribution of key values... is equivalent to extreme inequality in the distribution of key political resources and is likely to generate resentments and frustrations which weaken allegiance to the regime(29)

Effectivement là où se trouvent des inégalités, qu'elles quelles soient, se retrouvent aussi apathie et frustration ce qui engendrent une inégalité subjective. Plus celle-ci est importante ou extrême, moins élevé est le niveau d'allégeance au régime de la part du groupe revendicateur. Afin d'augmenter le niveau d'allégeance un régime se doit de réduire l'inégalité en question ou la perception d'inégalité en

empruntant un parcours qui démontre tout au moins un signe de bonne volonté de la part du régime.

Tel que le mentionne Dahl, dans une société qui démontre un niveau important d'inégalité objective un individu peut tout de même se sentir relativement à l'aise avec sa situation même s'il est complètement défavorisé si on le compare à l'élite. C'est-à-dire qu'il y a une distinction qui se fait entre,

... a "comparative reference group", whose situation or attributes a person contrasts with his own, and a "membership reference group", which is the starting-line for the inequality with the comparative reference group by which a feeling of "relative deprivation" is engendered."(30)

La comparaison semble pouvoir se faire à plusieurs niveaux. Entre autres un individu peut comparer sa situation, a) à un individu qui fait partie du groupe auquel il appartient, b) à un individu d'un "groupe" supérieur, ou encore c) à sa propre situation passée et finalement, d) à la situation qu'il espère atteindre. Ces quatre niveaux de comparaison font partie d'une littérature que Dahl n'examine que très brièvement.(31) Lors du deuxième chapitre cette "privation relative" sera décrite plus adéquatement afin de pouvoir s'en servir comme instrument de mesure. Il importe présentement de retenir que toute inégalité subjective ou privation relative de la masse est définitivement défavorable au développement de la polyarchie.

1.5 - Pluralisme culturel

Tout pluralisme culturel accentué dans une société donnée peut présenter un potentiel de désaccord et de conflit extraordinaire s'il n'est pas administré adroitement. Tel que l'indique Dahl certaines différences comme la religion, la langue, la race, l'ethnie et le régionalisme, différences qui peuvent être cumulatives, sont d'importance capitale dans le processus politique d'un grand nombre de pays. De plus il va jusqu'à affirmer que la différence de classes économiques est souvent un facteur secondaire lorsque comparée aux différences culturelles qui semblent d'autant plus jouir d'une longévité remarquable.(32) Il n'y a aucun doute qu'un haut taux de pluralisme culturel peut possiblement devenir une entrave importante au développement de la sécurité mutuelle si importante à un système de contestation publique.

D'après Dahl les pays en voie de développement semblent particulièrement souffrir d'un taux de pluralisme culturel élevé. De plus les pays infligés d'un pluralisme culturel extrême sont en grande partie des pays ayant proclamé leur indépendance depuis 1945. Bien qu'on retrouve plus souvent qu'autrement des régimes polyarchiques dans des pays relativement homogènes, cette homogénéité n'est aucunement une condition absolument nécessaire, donc pas du tout suffisante, à la polyarchie mais est tout de même une condition définitivement favorable.(33)

Tel qu'indiqué lors de l'introduction, le Chili et l'Argentine ne peuvent guère être considérés comme étant affligés d'un pluralisme culturel élevé et encore moins être considérés comme des nations "jeunes". Pour les fins de cette thèse il semble inutile d'examiner les conditions nécessaires à un pays souffrant d'un pluralisme culturel considérable si celui-ci désire minimiser les effets d'un pluralisme de ce genre.

1.6 - Domination étrangère

The destiny of a country is never wholly in the hands of its own people. (34)

Alors que Dahl identifie trois situations où les actions de puissances étrangères pourraient avoir des retombées affectant le développement de régimes hégémoniques ou polyarchiques, il s'attarde particulièrement à la troisième situation qui est l'emprise physique d'une puissance étrangère. Voyons d'abord les deux premières situations.

Premièrement, toute action étrangère risque d'avoir un impact sur une, plusieurs ou la totalité des conditions préalablement mentionnées. Evidemment les pays qui dépendent considérablement de l'investissement étranger et des échanges internationaux sont particulièrement sensibles à ces actions étrangères. Deuxièmement, ces actions peuvent aisément réduire les options disponibles au pays. C'est-à-dire qu'une puissance étrangère peut possiblement parvenir à délibérément manipuler sinon

dicter un code de conduite à un régime quelconque. Finalement une puissance étrangère peut tout simplement imposer un type de régime politique, ce que Dahl décrit de domination étrangère. Tel que mentionné, c'est spécifiquement cette forme d'emprise qu'il examine et plus particulièrement le type de domination manifeste (overt) qui semble nécessiter une intervention militaire étrangère ou au moins un contrôle solide du régime en question.

Il est évident qu'un système de contestation publique est très peu viable dans un pays qui subit l'emprise d'une puissance étrangère. Cependant il semble aussi évident que ce genre de colonialisme est de plus en plus rare sur terre, particulièrement en Amérique du sud à l'exception bien entendu de la Guyanne Française.

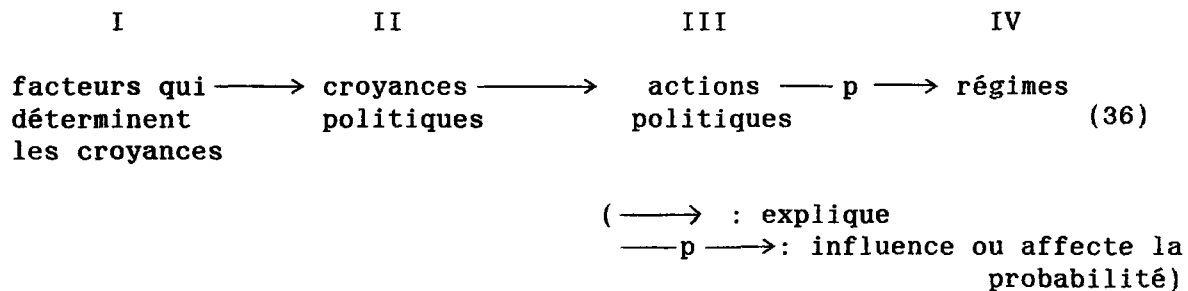
Colonialism in its classic form of direct domination has all but disappeared, while "neo-colonialism" in the form of economic and political penetration of nominally independent and sovereign countries has not so far been conducive to the establishment of polyarchy. (35)

Bien qu'étant conscient des dangers de la pénétration et donc de la dépendance économique, Dahl ne s'attarde que très peu à ce problème, préférant discuter de l'emprise physique comme telle. Sachant que l'Argentine et le Chili ne "souffrent" pas de colonialisme, nous nous appliquerons surtout à examiner la pénétration économique subie par ces deux pays, et ce en conservant à l'esprit que ce néo-colonialisme est définitivement néfaste à l'établissement et au maintien de la polyarchie. Lors du second chapitre la section qui examinera ce sujet

aura pour titre "Dépendance économique" plutôt que "Domination étrangère".

1.7 - Croyances de l'élite politique

A ce niveau Dahl examine principalement certaines croyances que développe l'élite politique d'un pays. Ceci comprend entre autres les militants, les activistes, les chefs d'organisations diverses et les dirigeants du régime. Le schéma suivant démontre clairement la relation que Dahl entrevoit entre les différents régimes et les croyances politiques de l'élite.



D'après Dahl il est raisonnable de croire que l'élite politique et particulièrement les dirigeants du régime, par rapport à la masse,

... have more influence on political events, including events that affect the stability or transformation of regimes. (37)

Ceci dit les actions politiques sont en fait expliquées par les croyances politiques tel que le démontre le schéma ci-dessus.

Bien qu'il serait intéressant d'examiner les facteurs qui déterminent les croyances, il importe principalement d'étudier en particulier les croyances politiques afin de déterminer quels types de croyances sont propices à la contestation publique et donc à la polyarchie. Notons, qu'étant donné la difficulté d'amasser des données sur un sujet aussi abstrait que celui-ci, nous nous intéresserons spécifiquement aux croyances des dirigeants ou de l'élite au pouvoir. Il nous semble que l'ensemble des croyances de cette élite revêt une importance particulière en ce qui concerne n'importe quel régime. Les croyances que Dahl examine portent principalement sur deux principaux concepts; la légitimité de la polyarchie et la confiance mutuelle entre les dirigeants et l'opposition.

1.71 La légitimité de la polyarchie

Tel que Dahl le propose,

... the greater the belief within a given country in the legitimacy of the institutions of polyarchy, the greater the chances for polyarchy. (38)

Effectivement et particulièrement si l'élite au pouvoir ne croit pas en la légitimité de la polyarchie, celle-ci a peu de chance de se développer. Croire en la polyarchie implique une croyance dans la légitimité des deux dimensions principales: la contestation et la participation. Cependant ces dimensions semblent souvent être indépendantes l'une de l'autre en ce qui a trait aux croyances

politiques. C'est-à-dire qu'il est sûrement possible de croire en la légitimité du droit de contestation publique tout en désavouant le droit de participation. D'ailleurs l'inverse est également possible sinon plus répandu. L'exemple suivant est flagrant.

Peron's dictatorship in Argentina sought to do what no previous regime had done, to incorporate the working strata into Argentina life - economic, social and political. . Not that Peron believed in or supported polyarchy; under his rule, oppositions were increasingly suppressed.(39)

1.72 Confiance et coopération

Un taux élevé de confiance mutuelle entre les membres d'un système politique est un facteur primordial à l'établissement du système de contestation publique. En examinant cette croyance Dahl entend plus précisément.

the extent to which members of a political system have trust and confidence in their fellow political actors.(40)

La confiance mutuelle est primordiale à toute inter-communication, ce qui permet de réduire toute éventualité de conflit violent. De plus on ne peut arriver à une coopération efficace sans avoir un minimum de confiance mutuelle. La coopération est un élément clef dans tout système de contestation publique et comme le reprend Dahl "there are good reasons for thinking that an inability to cooperate reduces the chances for polyarchy.(41)

Il ne s'agit pas à ce moment d'énumérer ces différentes raisons mais plutôt d'établir si l'élite au pouvoir croit que la coopération et

que la confiance mutuelle sont des facteurs primordiaux à la polyarchie. Tout comme la croyance en la légitimité de la polyarchie, la croyance en la coopération et la croyance qu'il est possible d'arriver à une confiance mutuelle devraient pouvoir s'expliquer par les actions politiques des dirigeants. C'est-à-dire que les actions politiques des dirigeants devraient refléter leurs différentes croyances. C'est ce que nous tenterons d'établir lors du second chapitre.

1.8 - Synthèse du modèle

D'après Dahl la chance qu'un pays soit gouverné par un régime qui permet la contestation publique dépend des sept conditions que nous venons d'examiner brièvement. Le tableau suivant permet une visualisation schématique du modèle de Dahl. Précisons que ce schéma ne tient compte que des arguments principaux et des conclusions retrouvées dans l'essai de Dahl. Afin d'identifier une situation défavorable à la polyarchie, il suffit de se servir de l'opposé de la situation favorable indiquée.

Tableau 1.1

Conditions à la polyarchie

condition	situation favorable à la polyarchie
<u>1. Séquences historique:</u>	- contestation publique précède le droit de participation
<u>2. Ordre socio-économique:</u> A. i) Accès à la violence ----- ii) Accès aux sanctions socio-économiques	- aucun monopole ----- - aucun monopole
B. Type de direction économique	- décentralisée
<u>3. Niveau de développement socio-économique:</u> (Education, communication, ordre social pluraliste)	- développé
<u>4. Inégalités:</u> A. Objectives ----- B. Subjectives	- minimum ou nulles ----- - minimum ou nulles
<u>5. Pluralisme culturel:</u>	- minimum ou nul
<u>6. Dépendance économique:</u>	- minimum ou nulle
<u>7. Croyances générales:</u> A. Légitimité de la polyarchie ----- B. Confiance mutuelle et coopération	- élevée ----- - élevée

B - Critiques

Tel que mentionné il s'agit à présent d'exposer certaines critiques de la théorie de Dahl et pour ce faire quatre auteurs souvent cités ont été retenus. Il s'agit d'Arend Lijhart qui dans son article "Toward Empirical Democratic Theory" paru dans Comparative Politics en 1972 semble être emballé par l'essai de Dahl. Gabriel A. Almond et Robert J. Mundt le sont définitivement moins dans Crisis, Choice and Change publié en 1973. Finalement Bertrand Badie avec Le développement politique, paru en 1980, fait un procès non seulement de la voie tracée par Dahl mais en général de toutes les grandes théories développementalistes classiques. Avant de procéder à ces critiques il faut d'abord s'arrêter à l'auto-critique ou l'auto-évaluation que Dahl a faite de son modèle.

En effet il est le premier à admettre que certaines lacunes importantes se retrouvent à l'intérieur de son modèle et que celui-ci n'est point exhaustif. Premièrement, Dahl réalisa que malgré tout, son modèle s'avérait excessivement difficile à vérifier empiriquement étant donné qu'à l'époque où il fut rédigé il y avait un manque de données quantitatives nécessaires à la compilation empirique. Tel qu'il le mentionne il est nettement plus facile de trouver des données pour une condition comme le niveau socio-économique que pour les croyances politiques de l'élite. Ce manque de données imposait à son modèle une seconde limite. En effet, dans Polyarchy Dahl ne tente aucunement de pondérer chacune des sept conditions ce qui s'avère être, d'après lui,

une importante lacune. Cependant, il souligne indirectement qu'avec des données et des indicateurs adéquats et fiables il devient possible d'examiner la sensibilité de son modèle.(42) C'est exactement ce que nous entreprendrons lors du second chapitre en espérant que 16 ans après la parution de Polyarchy la collecte des données et d'indicateurs ne sera plus un obstacle.

1.1 - Arend Lijphart (1972)

Lijphart comme Dahl est d'avis que le manque de données quantifiables en ce qui a trait aux croyances politiques par exemple, peut être une embûche considérable. Malgré ceci Lijphart souligne que,

Often, in fact, his qualitative analysis shades off into speculation of a most sensible and insightful sort.(43)

De plus, bien que reprochant à Dahl d'accorder très peu d'importance à la "culture civique", (44) Lijphart semble se reprendre en indiquant que l'auteur, en s'arrêtant sur certaines variables spécifiques, parvient à présenter une théorie globalement complète. De cette façon il devient plus simple d'éliminer ou d'ajouter certaines variables une fois le modèle testé.

... Dahl's Polyarchy is the single most important contribution so far toward an empirical theory of the prerequisites for democracy, not only because of its findings, but even more because it provides a broad basis for further theoretical development.(45)

1.2 - Gabriel Almond et Robert Mundt (1973)

Almond et Mundt ne sont guère du même avis que Lijphart et ce à plusieurs niveaux. En premier lieu ils semblent trouver que l'approche de Dahl est sérieusement compromise par son manque de dialectique. C'est-à-dire qu'ils trouvent l'ordre du développement vers la polyarchie ou la séquence des dimensions principales, contestation puis participation, inapte à la réalité parce que trop rigide et trop définitif (46)

De plus il déplorent que les prérequis pour la stabilité et pour la démocratisation ne sont pas analysés individuellement. Suite à une courte analyse de la Troisième République de France, Almond et Mundt arrivent à la conclusion qu'il est préférable pour la stabilité que le droit de contestation précède le droit de participation tel que le veut Dahl, mais que pour la démocratisation il est nécessaire de procéder inversement.

D'après eux, il semblerait que tout mouvement présent dans une dimension induit automatiquement un mouvement dans l'autre dimension.

Because the two dimensions of movement are associated with each other, the most stable democratization will be along the path of direct transition. As inclusiveness must be accorded in blocs (not one voter at a time), a perfectly smooth curve cannot be attained. Hence the zig-zag along the diagonal may be the route to polyarchy that keeps competition and inclusiveness in sufficient balance to avoid crisis and instability. (47)

Cette faille proviendrait de la stricte catégorisation des quatre régimes types que Dahl emploie, alors que "an adequate explanation requires measurement at intervening points."(48)

1.3 - Bertrand Badie (1980)

Dans Le développement politique, Badie entreprend en partie l'explication et la critique de plusieurs théories développementalistes classiques dont la théorie quantitative de Dahl qu'il décrit comme en étant une à "prétention universelle."(49) Badie reproche à Dahl d'attacher trop d'importance au développement économique. En effet, il prétend que son modèle souffre d'une certaine forme de déterminisme économique particulièrement rigide et schématique. De plus il est d'accord avec Gilles Balandier qui estime qu'un modèle comme celui de Dahl,

... ne débouche en fin de compte que sur des considérations statiques, donnant l'image d'un certain état du Tiers Monde, au lieu de proposer une explication des transformations subies.(50)

Ceci rejoint la pensée de Guillermo O'Donnell dans Modernization and Bureaucratic-Authoritarism (1979) qui avance que,

A correlation is like a snapshot. It tells us where the actors portrayed stand, but it does not give us any information about how they come to occupy their present positions or in which direction they are likely to move in the future.(51)

1.4 - Conclusion

Il sera intéressant de ré-examiner ces quelques critiques une fois l'examen de la sensibilité du modèle de Dahl terminé, mais il nous est tout de même possible à ce moment de les évaluer sommairement. Il semble que l'auto-évaluation de Dahl et la critique de Lijphart sont principalement d'ordre méthodologique alors que les critiques d'Almond et Mundt et de Badie sont surtout d'ordre conceptuel. En effet Lijphart et Dahl soulignent le problème de disponibilité des données, problème qui d'ailleurs persiste jusqu'à aujourd'hui en ce qui a trait aux données concernant les croyances de l'élite politique.

Les critiques d'Almond et Mundt et de Badie étant d'ordre conceptuel exigent en fait une remise en question du modèle de Dahl. Tel que mentionné, Almond et Mundt reprochent principalement à Dahl de ne pas avoir dissocié stabilité et démocratisation dans la séquence historique des dimensions principales. Ceci serait causé par la stricte catégorisation des quatre régimes types. Il est à noter premièrement que Dahl semble se servir de ces quatre régimes comme point de références et non comme étant les quatre principaux types de régimes. De plus, il est conscient que toute une série d'autres régimes pourrait être ajoutée(52) mais que pour les fins de son étude il est préférable de procéder de la façon qu'il le fit.

Deuxièmement le modèle de Dahl en est un principalement de démocratisation et non strictement de stabilité. Effectivement pour arriver à un haut taux de démocratisation il faut d'abord parvenir à une stabilité, donc à une sécurité mutuelle. Pour y arriver il est nécessaire que le droit de contestation publique précède le droit de participation. Certes un "zig-zag" est sûrement l'idéal à condition que la séquence demeure contestation puis participation.

La critique de Badie, elle aussi d'ordre conceptuel, est particulièrement véhémente. Il s'agit d'une remise en question non seulement de quelques conditions mais aussi de l'utilité et de l'optique globale de l'ensemble du modèle de Dahl. Cette critique ne sera adressée qu'en conclusion finale étant donné sa gravité. Le chapitre suivant permettra non seulement d'évaluer ou d'examiner la sensibilité du modèle de Dahl mais aussi de faire l'évaluation de cette dernière critique qui dénonce le modèle comme étant strictement et ultimement statique.

C - L'hypothèse révisée

Lors de l'introduction nous indiquions que l'objectif principal de notre thèse serait d'examiner la sensibilité du modèle théorique de Dahl lorsque confronté à l'Argentine et au Chili. Cette hypothèse serait directement tirée du modèle en question et soulignerait qu'un système de contestation publique et donc une polyarchie dépendrait d'au moins sept conditions principales et qu'inversement sans celles-ci les chances qu'un régime démocratique se développe seraient amoindries.

Suite à l'explication des sept conditions il est à présent possible de préciser l'hypothèse de cette thèse. De plus avec l'aide des critiques d'ordre méthodologique il nous sera possible d'identifier dès maintenant certaines embûches et certains problèmes possibles.

L'hypothèse de ce travail est la suivante:

Une polyarchie conçue comme un système de contestation publique dépend de sept conditions principales:

1. une séquence historique qui démontre que la contestation publique précède le droit de participation
2. un ordre socio-économique dont l'accès à la violence et l'accès aux sanctions socio-économiques sont neutralisés et dont le type de direction économique est décentralisé,
3. un niveau de développement socio-économique qui permet un ordre social pluraliste et des systèmes d'éducation et de communication développés,
4. un minimum d'inégalités objectives et subjectives,
5. un minimum de pluralisme culturel,
6. un minimum de dépendance économique, et
7. un maximum de croyances générales en la légitimité de la polyarchie et en la confiance mutuelle entre les dirigeants et l'opposition.

Tel que mentionné l'examen de cette hypothèse devrait théoriquement permettre de déceler l'ouverture qui s'est produite en Argentine en 1983 et le statu quo chilien. C'est-à-dire que les conditions devraient se dévoiler en général plus favorables à la contestation publique et donc à la polyarchie dans le cas argentin que dans le cas chilien lors de l'analyse comparative.

Tel qu'indiqué le problème principal est l'absence d'une pondération déterminée attachée aux sept conditions. On ne peut contrer cette lacune sans affecter l'orientation du modèle de Dahl. C'est-à-dire qu'en ajoutant un poids différent aux sept conditions on établirait une nouvelle dimension au modèle ce qui empêcherait d'examiner la sensibilité globale du modèle tel que Dahl l'offre. Ceci dit, suite à l'analyse comparative, afin d'établir les résultats de l'examen il s'agira de déterminer quel pays semble le plus favorisé en ce qui a trait au nombre de conditions comparativement favorables. D'après notre hypothèse l'Argentine devrait détenir un nombre plus important de conditions comparativement favorables. De plus, en conclusion, pour chaque condition, l'importance de la différence retrouvée entre l'Argentine et le Chili sera calculée afin d'établir si cette différence est en fait significative ou si cette différence est trop mince pour réellement permettre d'affirmer qu'une condition est comparativement favorable à un pays plutôt qu'à un autre.

Chapitre 2

L'analyse comparative entre l'Argentine et le Chili

Le tableau 1.1 du chapitre précédant résume les arguments principaux et les conclusions du modèle théorique de Dahl. De plus il indique ni plus ni moins la forme que prendra ce second chapitre. C'est-à-dire que nous allons procéder à l'examen des sept conditions de façon ordonnée en débutant avec la première condition qui traite des séquences historiques et en terminant avec la septième condition qui porte sur les croyances générales. Evidemment chaque condition sera examinée à la fois en fonction de l'Argentine et du Chili afin d'exposer immédiatement quel pays, à ce niveau, détient la situation comparativement la plus favorable.

Tel que mentionné pour chaque condition, certains indicateurs politiques, économiques ou sociaux seront introduits, expliqués et justifiés au fur et à mesure que seront examinées les diverses conditions. Une fois la compilation des données terminée puis interprétées une visualisation schématique globale des résultats sera possible et permettra une discussion initiale réfléchie de l'examen de la sensibilité du modèle de Dahl.

Avant de procéder, quelques indications sont de mises. Lors de ce second chapitre plusieurs tableaux seront présentés. La plupart offriront des données à l'état "net". C'est-à-dire que la compilation et les calculs auront été préalablement effectués. Afin de consulter

les mêmes données à l'état "brut" des tableaux plus étoffés seront présentés dans l'annexe statistique. Tout tableau marqué d'un astérisque sera exposé dans l'annexe. Par exemple le tableau 2.1 correspondra au tableau 2.1 de l'annexe, sauf avis contraire.

Il est aussi à noter que bien que la comparaison sera effectuée principalement entre le Chili et l'Argentine parfois une troisième entité sera également présentée afin d'introduire un point de repère. Il s'agira parfois des Etats-Unis ou de la moyenne d'un nombre de pays latino-américains. Le cas échéant, cette moyenne sera composée d'un nombre pré-déterminé de pays latino-américains qui feront partie des vingt suivants: l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la République Dominicaine, l'Equateur, le Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Vénézuéla. Ceci permet non seulement de demeurer dans un contexte latino-américain mais permettra aussi d'établir l'importance de la différence des résultats entre le Chili et l'Argentine. Une explication en détail de ce que nous entendons par ceci sera exprimée en bonne et due forme lors de la conclusion finale. Il importe à ce moment de procéder à l'examen de la sensibilité du modèle de Dahl afin d'établir les résultats de la comparaison entre le Chili et l'Argentine.

2.1 - Séquences historiques

Cette première condition exige en effet un examen historique. C'est-à-dire qu'il faut effectuer un retour à l'origine du développement politique de l'Argentine et du Chili. L'objectif de cet examen sera d'établir la séquence initiale de l'avènement du droit de participation et du droit de contestation publique ou d'opposition.

Rappelons d'abord brièvement l'essentiel des observations de Dahl en ce qui a trait à cette première condition. Selon lui il est tout à fait préférable que le droit d'opposition précède le droit de participation. En principe ceci devrait permettre à un régime d'atteindre une stabilité politique grâce à un niveau élevé de sécurité mutuelle. Toujours selon Dahl il est peu probable de parvenir à l'édification d'un système de contestation publique et donc à la polyarchie en accordant le droit de participation préalablement au droit d'opposition car la foule potentielle d'intérêts divergeants ne pourrait provoquer que chaos et confusion.

Avant de procéder à ce bref examen certains éclaircissements sont de mise. Premièrement à ce niveau la comparaison ne peut se faire de façon quantitative. Il s'agira d'établir qualitativement la séquence ou l'ordre dans lequel les droits se sont développés à savoir si cette séquence fût favorable ou non à la polyarchie. De plus, lors de l'examen, c'est plutôt une observation des faits qui sera effectuée et non une analyse rigoureuse du développement. Bien que celle-ci

s'avérerait sûrement très intéressante elle ne fait point partie des objectifs de cette thèse. Ceci explique pourquoi il ne s'agit pas de peindre une esquisse historique détaillée mais plutôt de demeurer bref et exacte. Une troisième mise en garde nous est dictée par Dahl lui-même. On ne peut espérer retrouver un cheminement ou une séquence aussi schématique que celles qu'il nous offre.(53) Il faut donc entreprendre d'établir approximativement le type de séquence qui se développa.

2.12 Le développement politique du Chili

En 1818, après huit années de luttes contre les espagnols le Chili proclamait son Indépendance. Suite à cette proclamation les premiers gouvernements furent de courte durée. Déjà en 1829 une guerre civile permettait aux Conservateurs de ravir le pouvoir aux Libéraux.

A cette époque la structure sociale n'était guère compliquée. Une élite, principalement composée de grands propriétaires terriens, cohabitait avec une masse de paysans illettrés. Pour le siècle à venir cette élite allait convoiter et s'échanger le pouvoir à maintes reprises alors que la masse allait tranquillement se voir incorporée au processus politique. Le centre du pays était dominé par de grandes propriétés ou "haciendas" et il semblerait que la stabilité politique reflétait la stabilité sociale de la campagne, là où vivait la majorité des chiliens.(54)

Une fois leur entrée au pouvoir, les Conservateurs établirent en 1833 la première constitution du Chili qui allait être conservée jusqu'en 1925. Cette constitution prévoyait un puissant système présidentiel, une administration strictement centralisée ainsi que le truquage systématique des élections.(55)

Les Conservateurs demeurèrent au pouvoir pour près de trente ans sans qu'il y ait de sérieuses atteintes au système. La Confédération du Pérou et de la Bolivie fut défaite en 1839 après avoir attaqué le Chili en 1836 et les quelques révoltes armées internes furent vite mutées.

In the 1860s and 1870, however, a tradition of genuine political tolerance was firmly established, the Liberals gradually displacing the Conservatives as the dominant party. Chileans took pride in these signs of political progress and came to regard their country as the 'model republic' of the region - a view widely shared abroad.(56)

En 1883 la Bolivie et le Pérou furent encore une fois défaits par le Chili lors de la Guerre du Pacifique. Celui-ci prit possession des déserts boliviens et péruviens riches en nitrate. Ce fertilisant en grande demande à l'étranger allait permettre un développement économique accru, produisant des revenus importants à l'état chilien.(57)

Cependant, du point de vue politique, les années 80s furent difficiles pour le Chili. Plusieurs politiciens remirent en question le pouvoir présidentiel. Une guerre civile en 1891 allait marquer le début d'une ère parlementaire où le Congrès remplaçait le Président et devenait l'élément politique clef.(58)

Jusqu'à 1920 les différents gouvernements parlementaires furent responsables pour plusieurs changements très positifs. Les transports et l'éducation furent considérablement améliorés, les villes furent embellies et l'économie demeurait en pleine expansion. Cependant ces gouvernements évaluèrent déplorablement l'effet que cet essort économique eu sur la société en général. En effet,

Economic developments had integrated new and significant groups into the middle class The northern mineral wealth and the southern coal mines had given rise to an awakening industrial proletariat. When the reaction in civic spirit set in, public opinion was aroused and new segments of the population began to demand a fundamental redistribution of power. (59)

Ces revendications n'avaient rien de superflus. En effet en 1922 James Bryce observait que le Chili était toujours "the prisoner of one hundred families." (60)

L'élection en 1920 d'Arturo Alessandri Palma allait permettre à ce nouveau Président de remettre en question cette domination oligarchique et de promulguer en 1925, après encore deux interventions de l'armée, la Constitution de 1925 - constitution qui demeura en vigueur jusqu'au 13 septembre 1973. Celle-ci rétablissait en grande partie le pouvoir présidentiel et pour la première fois depuis 1833 les élections présidentielles ne seraient plus indirectes. En effet l'article sept de la Constitution permettait le vote à tout homme, citoyen du Chili, ayant au moins vingt et un ans, pouvant lire et écrire et étant inscrit dans

le registre électoral.(61) Pour quelques uns il s'agissait là d'un événement à caractère tout à fait "national".(62)

En 1949 les femmes recevaient le droit de vote puis en 1970 les illettrés le recevaient. Ces additions faisaient en sorte que le nombre de la population éligible au vote augmentait de plus de 300%.(63) Malgré ces ouvertures il demeure que de l'indépendance jusqu'en 1958 les grands propriétaires terriens étaient arrivés à conserver une emprise sur le processus politique.

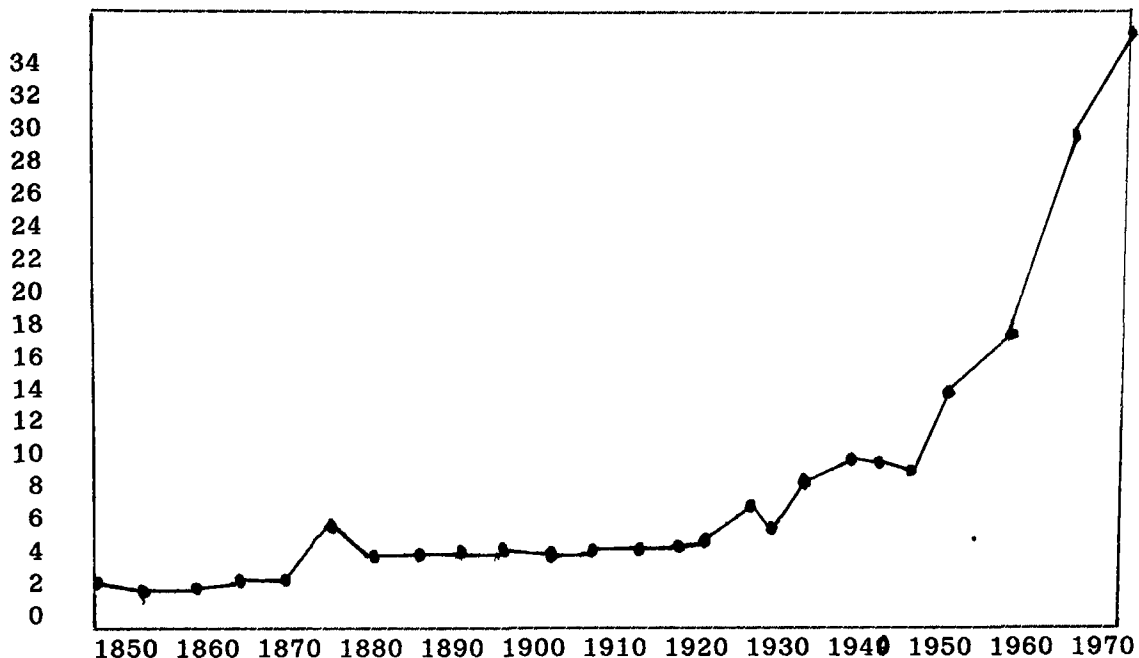
Important electoral reforms in 1958 and 1962 liberated the votes of rural workers from the control of the landlords and reduced the possibility of vote buying and election fraud, thereby extending effective suffrage to practically the entire adult population. (Loveman p. 256)

Le diagramme 2.1 démontre clairement l'évolution graduelle du droit de participation telle qu'elle vient d'être présentée.

Diagramme 2.1

CHILE POPULATION VOTING IN PRESIDENTIAL ELECTIONS, 1846-1970

(%)



source: Statistical Abstract of Latin America, 25, p. 873.

Le développement politique du Chili est sensiblement similaire à la séquence que Dahl décrit comme étant la plus favorable à la polyarchie et celle qu'on retrouve parmi certaines des plus vieilles et des plus stables polyarchies.(64) Il s'agit en effet de la séquence où la contestation publique précède le droit de participation. Effectivement, suite à l'indépendance du Chili une oligarchie compétitive s'est rapidement installée à la tête du pays pour ne voir son pouvoir s'éroder qu'à partir de 1925. Les propos suivants de John J. Kennedy et Mario Zanartu, auteurs de The Overall Development of Chile, permettent de clore la discussion sur le Chili et de passer au développement politique de l'Argentine.

To sum up, politically Chile, as every observer has noted, possesses a series of characteristics normally ascribed to highly developed countries and a reserve of political maturity and social patience. (65)

2.13 Le développement politique de l'Argentine

Bien que les "United Provinces of the River Plate" déclarèrent leur indépendance le 9 juillet 1816 il a fallu près d'un demi siècle avant que l'unification nationale ne se produise. Depuis le début de l'indépendance jusqu'en 1861 les provinces de l'intérieur et la province de Buenos Aires demeuraient en constant désaccord bien que de 1829 à 1852 Buenos Aires, sous l'égide de Juan Manuel de Rosas fut prédominante à tous les niveaux.

En 1852 Rosas fut défait par une armée comprenant des forces des provinces de l'intérieur, de l'Uruguay et du Brésil. Suite à cette défaite la Constitution de 1853 fut promulguée mais la province de Buenos Aires refusa de s'y joindre. Finalement en 1861 suite à un conflit armé remporté par le général Bartolomé Mitre ainsi qu'à certains changements dans la Constitution, Buenos Aires acceptait d'y adhérer. (66) L'Argentine était finalement unie.

L'inauguration du général Mitre à la présidence en 1862 marquait le début d'une ère nouvelle en Argentine.

For half a century the country had endured chaos and anarchy, interrupted only by the bloody dictatorship of Rosas. On the other hand, the years between 1862 and

1930 were years of peace and stability and of rapid economic development.(67)

Effectivement l'unification nationale permit une stabilité politique qui fut propice et qui attira une immigration massive ainsi qu'un capital étranger nécessaire au développement économique argentin. Cette immigration qui débuta dès les années 50s fut considérable. Alors qu'en 1852 la République comptait plus 1,2 million d'habitants, en 1914 ce nombre s'élevait à près de 8 millions.(68) Les immigrés étaient pratiquement tous européens si bien qu'en 1910 75% de la population adulte de la ville de Buenos Aires était née en Europe.(69) Avec ces expatriés on allait être témoin de la formation d'une "nouvelle" classe sociale: la classe moyenne. Celle-ci fut à la base du premier parti politique non-aristocratique de l'Argentine.(70)

Malgré cette immigration massive qui perturbait l'ensemble sociétaire et économique, le pouvoir politique demeurait entre les mains d'une élite composée des grands propriétaires terriens de La Pampa qui étaient devenus le groupe le plus riche d'Amérique du Sud.(71) Cette élite était très bien représentée à la présidence car à cette époque le système électoral était indirect et ne prévoyait pas le vote secret et ce malgré l'expansion rapide de la classe moyenne.(72)

Cette classe moyenne allait trouver en l'Union Civica Radical (UCR), fondée dès le début des années 1890s, son fer de lance. A partir de 1896 Hipolito Yrigoyen, nouveau chef de l'UCR, déclara que les membres de son parti ne participeraient à aucune élection tant et aussi

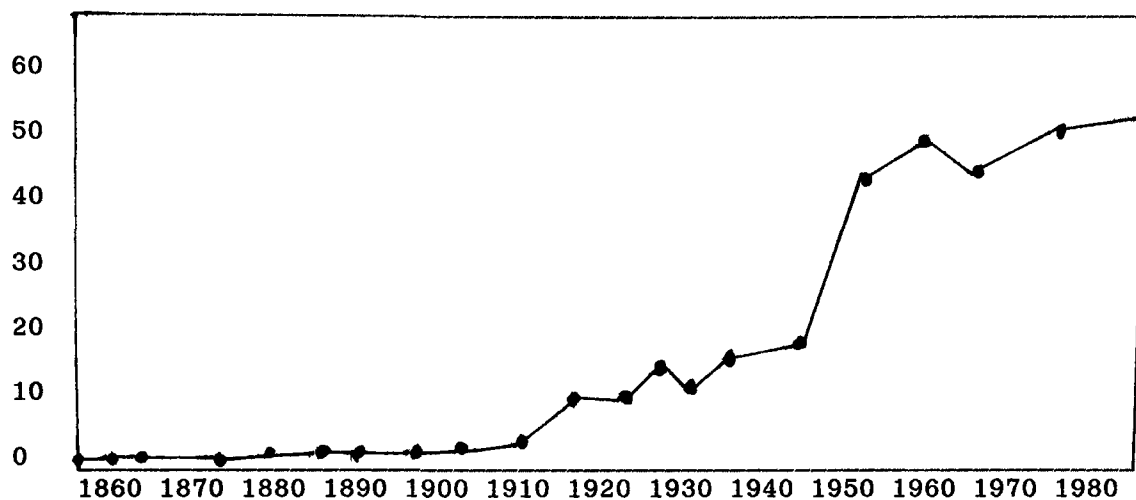
longtemps que le vote libre pour les hommes ne serait permis.(73) Puis en 1912, après trois tentatives de révoltes soutenues par l'UCR, l'oligarchie conservatrice, sous l'égide du Président Roque Saenz Peña, permettait une réforme électorale.(74) Celle-ci stipulait non seulement qu'à l'avenir tous les hommes âgés de 18 ans ou plus auraient le droit de vote lors d'élections à vote secret mais aussi que ce vote serait obligatoire.(75) Cette réforme allait finalement paver le chemin pour établir une "démocratie" à multi-parti en Argentine. Les femmes devaient par la suite recevoir le droit de vote en 1947.

Le diagramme 2.2 démontre que l'évolution du développement politique argentin est plus ou moins similaire au développement chilien. En effet, jusqu'en 1910 (à peu près) en Argentine comme au Chili le pouvoir et la participation au processus politique étaient réservés à un faible pourcentage de la population. Par la suite on remarque cependant que l'Argentine se démarqua en permettant une participation significativement plus accentuée.

Diagramme 2.2

ARGENTINA POPULATION VOTING IN PRESIDENTIAL ELECTION, 1853-1983

(%)



Source: SALA, 25, p. 869

Néanmoins, dans les deux cas, le droit de participation ne fut accordé qu'en raison du développement et de la prise de conscience des classes moyennes qui revendiquaient incessamment ce que les politiciens oligarchiques de l'époque leur refusaient; - une redistribution équitable du pouvoir, ou si on veut, le droit de participer au processus politique.

Ce bref aperçu du développement politique de l'Argentine et du Chili permet d'établir que ces deux pays ont emprunté un chemin similaire. Selon Dahl il s'agirait de la séquence idéale à la polyarchie. C'est-à-dire qu'on retrouve d'abord une période d'oligarchie compétitive et par la suite un droit de participation accru. Initialement, tel que mentionné lors du premier chapitre, la sécurité mutuelle nécessaire à la polyarchie est plus apte à être

développée parmi une élite qui partage plus ou moins les mêmes idées que parmi une masse hétérogène. Ceci dit en Argentine comme au Chili la séquence initiale de leur développement politique respectif semble donc définitivement favorable à la polyarchie.

2.2 Ordre socio-économique

Cette seconde condition, de par son envergure, semble comprendre certains éléments définitivement significatifs à cette recherche. Effectivement l'importance que Dahl attache à l'ordre socio-économique est divisée en deux. D'une part il établit qu'un monopole étatique de ressources coercitives nuit au développement de la polyarchie et d'autre part qu'il est préférable pour l'avènement de celle-ci que la direction de l'économie soit décentralisée ou peu contrôlée par l'Etat.

2.21 Accès à la violence

Le pouvoir de distribution de sanctions économiques d'un mouvement d'opposition réside principalement dans sa capacité d'appeler et d'organiser des grèves générales et des boycottages de différents types. Tel que mentionné il n'est pas rare qu'un groupe d'opposition ait recours à la violence pour faire part de son mécontentement. Tout monopole de ressources coercitives violentes de la part de l'opposition entraînerait sûrement la fin du régime en place. Cependant l'état est habituellement mieux placé pour se doter de ressources coercitives -

économiques et militaires. Il est d'autant plus possible d'établir l'ampleur du potentiel coercitif de l'état que celui d'une opposition. Ceci dit cette condition s'attardera particulièrement et principalement aux ressources coercitives étatiques.

Dans un article portant sur l'instabilité politique en Amérique latine(76) Douglas P. Bwy souligne deux indicateurs qui permettent d'estimer ou d'évaluer le potentiel de force disponible à un régime. Il s'agit en premier lieu du pourcentage de militaires par rapport à la population totale et en second lieu du pourcentage du budget alloué à la défense (militaire) par rapport au PNB.(77)

Avec l'aide des données trouvées dans la revue Military Balance une comparaison entre le Chili et l'Argentine est possible. En ce qui a trait au premier indicateur, le pourcentage de militaires par rapport à la population, la moyenne du pourcentage des années 1976 à 1981 est établie. De plus afin d'introduire un point de référence, la moyenne du % des forces armées de 13 pays latino-américains est ajoutée au tableau 2.1.

tableau 2.1 *

& de militaires par rapport à la population totale (76-81)

Chili	0.76%
Argentine	0.51%
13 pays	0.29%

source: Military Balance, 1976-77, 76-79, 80-81.

Les données pour le pourcentage du budget alloué à la défense par rapport au PNB proviennent de l'annuaire SALA (Statistical Abstract of Latin America) 25, sous la rubrique "Military Expenditures as % of GNP". Les limites du cadre temporel sont respectées. C'est-à-dire que la compilation des données est effectuée de 1974-82 pour le Chili et 1976-82 pour l'Argentine. De plus afin de relativiser les résultats la moyenne du pourcentage des dépenses de 20 pays latino-américains est incluse.

tableau 2.2 *

% des dépenses militaires par rapport au PNB (74/76-82)

Chili	4.1%
Argentine	3.4%
20 pays	1.6%

source: SALA, 25, p. 212.

Bien que les tableaux 2.1 et 2.2 ne permettent point d'établir s'il y a monopole de "la violence" ou non, ils permettent toutefois

d'affirmer et de démontrer le potentiel de force disponible et présent. Dans les deux cas on remarque non seulement que le Chili et l'Argentine manifestent tous deux un potentiel de force plus élevé que le point de référence mais aussi que le Chili détient un appareil coercitif à potentiel violent comparativement plus important que celui de l'Argentine.

2.22 Accès aux sanctions socio-économiques

Tel que mentionné lors du premier chapitre par "sanctions socio-économiques" Dahl entend contrôle gouvernemental des ressources économiques, des moyens de communications et de la socialisation politique. Ce contrôle, bien qu'étant étendu à ces différentes sphères, est conséquemment subi sinon parfois souffert par la masse. Les sanctions décrites par Dahl semblent similaires à ce que l'économiste Chossudovsky appelle "mécanismes de répression économique".(78) D'après lui cette répression se fait à partir du marché et à partir des politiques économiques.(79) Afin d'étudier ce type de répression Chossudovsky analyse la modification de la structure des rapports entre les salaires d'une part et le coût à la consommation d'autre part.(80)

Le principal indice qui étudie ce rapport est l'indice RIWI (Real Industrial Wage Index). Sommairement celui-ci provient de la formule suivante:

$$\text{RIWI} = \frac{\text{Indice des salaires industriels (IWI)}}{\text{Indice des prix à la consommation (CPI)}}$$

John L. Martin, dans un article présenté dans SALA, volume 18, résume adéquatement l'idée et la portée de cet indice.

The index can be used by scholars interested in assessing either the leverage of labor to maintain and improve its relative social position or the attempts of governments to appease it at politically critical times. If the RIWI is a reasonably objective, time sensitive indicator, as I argue, then an increase in the RIWI shows a gain for organized labor and a decrease indicates labor's weakness.(81)

tableau 2.3 *

Indice RIWI de 1982 (1976 = 1)

Chili	2.53
Argentine	.90
Etats-Unis	.96

source: voir le tableau 2.3 de l'annexe statistique.

Avant de discuter les résultats du tableau 2.3 il est nécessaire d'expliquer la méthode utilisée pour y arriver. Premièrement il est à noter que toutes les données proviennent de l'Annuaire des Statistiques du Travail (1985) publié par le Bureau International du Travail des Nations-Unies. Tel que le tableau l'indique le RIWI fut calculé pour l'année 1982 à partir à l'année 1976. Donc, pour ces deux années, les indices des salaires industriels (IWI) et des prix à la consommation

(CPI) pour les différents pays furent utilisés. Afin de permettre une comparaison entre le Chili, l'Argentine et les Etats-Unis, qui servent comme point de repère, tous les indices ont été placés sur une base de 1 en 1976. Prenons le cas de l'Argentine par exemple.

Argentine	CPI # 1		CPI # 2		IWI # 1		IWI # 2		RIWI 1982
	1976	1982	1976	1982	1976	1982	1976	1982	$\frac{\text{IWI # 2}}{\text{CIP # 2}}$
	3	541	1	180.33	.0062	1.0080	1	162.98	.90

Afin de placer le CPI et l'IWI de 1976 sur une base de 1 on les divise par eux-mêmes. Les équations suivantes permettent d'arriver aux "nouveaux" CPI et IWI de 1982 (# 2).

$$\text{CPI \# 2 1982} = \frac{\text{CPI \# 1 1982}}{\text{CPI \# 1 1976}}$$

$$\text{IWI \# 2 1982} = \frac{\text{IWI \# 1 1982}}{\text{IWI \# 1 1976}}$$

Evidemment le RIWI de 1982 est calculé à partir de la division du CPI # 2 de 1982 par l'IWI # 2 de 1982. Ceci permet donc d'examiner et de comparer l'évaluation de RIWI entre ces pays malgré la différence initiale des indices des différents pays.

L'explication de la construction de l'indice RIWI de 1982 facilite l'examen des résultats du tableau 2.3. Il est primordial de bien saisir

que le RIWI de 1982 est examiné par rapport au RIWI de 1976 qui est placé sur une base de 1. Tout RIWI de 1982 ayant une valeur de plus de 1 indique une croissance et inversement une valeur de moins de 1 implique évidemment un déclin. Ceci dit, d'après le tableau 2.3, l'Argentine et les Etats-Unis ont tous les deux subi un déclin alors que le Chili démontre une nette amélioration de son RIWI. Ceci signifie globalement, d'après la définition de Martin, que de 1976 à 1982 au Chili il y a eu absence de "government attempts to appease labor's relative social position", donc absence de sanctions socio-économiques. En Argentine, toujours d'après le tableau 2.3, la position sociale relative de l'ensemble des travailleurs se serait détériorée pour la même période de temps ou, si on veut, il y a eu présence de sanctions socio-économiques. Ce tableau permet une comparaison et une conclusion catégorique. De façon comparative le Chili, par rapport à l'Argentine, se trouve dans une position nettement plus favorable à la polyarchie.

2.23 Type d'économie

Etant donné que Dahl examine le type d'économie dans les sociétés agraires ainsi que dans les sociétés industrielles il faut d'abord définir à quel type de société appartient le Chili et l'Argentine. Afin d'y parvenir il faut établir dans quel secteur, primaire, secondaire ou tertiaire, la concentration d'activité économique est la plus importante. D'après Lawrence Alschuler,

Un second aspect du niveau socio-économique est l'industrialisation, ou plus spécifiquement la concentration d'activité économique dans les secteurs secondaires et tertiaires. Au lieu d'identifier la

contribution en pourcentage de ces deux secteurs au revenu national, nous préférons estimer la distribution de la force de travail salariée entre les trois secteurs. Ce second choix indique plus que l'autre les occupations auxquelles participent la majorité des individus.(82)

Les données pour l'estimation de la distribution de la force de travail salariée proviennent des annuaires SALA 22 et 25. De plus la compilation est faite pour l'année 1980.

tableau 2.4

% de la distribution de la population économique active (1980)

	total PEA	secteur (1) primaire	secteur (2) secondaire	secteur (3) tertiaire	autres(4)
Chili	3 697 800	18.0%	21.4%	48.4%	12.2%
Argentine	10 033 798	12.4%	29.8%	50.5%	7.3%

source: SALA, 22, p. 175; 25, p. 335.

- (1) comprend: agriculture, chasse, pêche, foresterie, carrières et mines.
- (2) comprend: construction et industries manufacturières.
- (3) comprend: électricité, gaz, eau, commerce, transport, communication, services.
- (4) comprend: - activités non définies dans le cas de l'Argentine.
- activités non définies, chômeurs dans le cas du Chili.

Ce tableau démontre clairement que la concentration d'activité économique au Chili et en Argentine se situe principalement dans les secteurs secondaires et tertiaires. Ceci dit ces deux sociétés semblent faire partie de ce que Dahl définit comme des sociétés commerciales-industrielles. Tel que mentionné, celles-ci semblent historiquement

avoir été plus propices au développement d'un système politique compétitif que les sociétés agraires.

Cependant pour parvenir à un système politique compétitif ou à la polyarchie, on doit d'abord établir un ordre social pluraliste, ce qui implique une économie décentralisée.(83) A ce sujet Dahl avance deux constats:

A pluralistic social order and hence public contestation and polyarchy, can exist in a country with a decentralized economy. no matter what the form of ownership.

But public contestation and hence polyarchy, is unlikely to exist in a country with highly centralized direction of the economy, no matter what the form of ownership.(84)

Afin d'établir si la direction de l'économie est propice à la polyarchie, c'est-à-dire si elle est décentralisée nous allons examiner le pourcentage du revenu de la propriété et de l'entreprise publique par rapport au produit interne brut.

D'après l'Annuaire Statistique des Nations-Unies la rubrique "revenu de la propriété et de l'entreprise",

... recouvre tous les revenus des administrations provenant de la propriété d'entreprises, d'actifs financiers ou d'actifs incorporels appartenant aux administrations.(85)

Afin de mettre en rapport les pourcentages de l'Argentine et du Chili, les données de l'URSS et des Etats-Unis sont incluses dans le prochain tableau. L'URSS est typiquement reconnu comme ayant une économie

centralisée alors que l'économie américaine est habituellement considérée comme étant plutôt décentralisée.

tableau 2.5 *

% du revenu de la propriété et de l'entreprise par rapport aux PIB (1)

	revenu (2)	PIB	% du PIB
Chili	34 125	1 089 928.5	3.13%
Argentine	570.1	61 238.3	.93%
Etats-Unis	36.7 (milliards)	2 743 805	1.34%
U.R.S.S.	92.1 (milliards)	478 225	19.28%

source: revenu Annuaire Statistique 1983/84, O.N.U. p. 202.
PIB: ibid, p. 95.

- (1) toutes les données représentent la moyenne de 1979 à 1982.
(2) les données du revenu et le PIB représentent des millions d'unités monétaires nationales, sauf avis contraire.

Le tableau 2.5 semble être par lui-même très concluant. Effectivement par rapport aux taux de l'U.R.S.S. le Chili domine nettement plus son économie que le fait l'Argentine. Fait cocasse peut-être, celle-ci est encore plus décentralisée, économiquement parlant, que les ne le sont les Etats-Unis. Ceci dit, le type de direction économique argentin étant comparativement moins centralisé que le type de direction économique chilien est de ce fait comparativement plus favorable à la polyarchie.

2.3 Niveau de développement socio-économique

Alors que plusieurs ont longtemps supposé qu'un haut niveau de développement économique soit nécessaire à la création et au maintien d'un régime polyarchique, Dahl, sans toutefois réfuter complètement cet argument, ajoute que même s'il semble y avoir une certaine corrélation, celle-ci demeure faible et ne peut aucunement expliquer un nombre important de cas déviants.(86) Tel que mentionné Dahl déplore le fait que parmi les nombreuses études du lien entre le développement socio-économique et la polyarchie, la plupart ne démontrent que la relation entre les deux concepts et non la causalité ou plutôt la causalité mutuelle. L'auteur offre donc une explication possible de cette causalité mutuelle en soulignant cependant qu'il se défend de l'identifier comme une véritable théorie.

A l'aide d'une hypothèse très générale il tente d'inclure à l'intérieur d'une même élaboration, les cas déviants et la tendance générale, bien qu'il demeure conscient que certaines exceptions ne peuvent être éliminées. Avant de procéder à la compilation des indicateurs répétons d'abord l'hypothèse en question.

The chances that a country will develop and maintain a competitive political regime (and, even more so, a polyarchy) depend upon the extent to which the country's society and economy

- a) provide literacy, education and communication
- b) create a pluralistic rather than a centrally dominated social order
- c) and prevent extreme inequalities among the politically relevant strata of the country(87)

Les critères A et B sont étudiés lors de cette section alors que le critère C sera étudié dans la section suivante.

Afin d'établir la situation de l'Argentine et du Chili en ce qui a trait aux deux premiers critères trois indicateurs ont été retenus. Il s'agit de deux indicateurs spécifiques et d'un indicateur général qui proviennent tous des volumes 23 et 25 du Statistical Abstract of Latin America. Le premier indicateur est le produit national brut (PNB) per capita en dollars américains. Celui-ci n'a guère besoin d'explications sauf que l'Argentine et le Chili sont confrontés à la moyenne du PNB/capita de 20 pays latino-américains, et ce, en dollars constants de 1982.

tableau 3.1 *

PNB per capita (\$ E.U.)

pays	moyenne du PNB/capita
Chili (1974, 76, 82)	1937
Argentine (1976, 82)	2067
20 pays (1976, 82)	1913

source: SALA, 25, p. 212.

Avant de procéder à une discussion de ces résultats les deux autres indicateurs seront d'abord introduits afin d'avoir une vue plus globale de la situation. Le deuxième indicateur se nomme "percent of

minimum daily caloric requirement" ou le pourcentage journalier minimum de calories requises. Cette fois l'Argentine et le Chili ne sont confrontés qu'à un ensemble de 19 pays, Cuba étant exclu faute de données disponibles. De plus, les données ne sont disponibles que pour les périodes 1961-63 et 1975-77. Le pourcentage d'augmentation entre ces deux périodes est donc établi afin de voir s'il y a eu amélioration ou non.

tableau 3.2 *

Pourcentage journalier minimum de calories requises/capita

	1961-1963	1975-1977	% d'augmentation
Chili	110.1%	114.1%	+ 3.6
Argentine	137.9%	143.1%	+ 3.7
19 pays	104.8%	110.9%	+ 5.8

source: SALA, 23, p. 7.

Le troisième indicateur en est un plus vaste et plus général. En effet l'index HEC (health, education, communication) est composé de douze items: cinq pour la santé, quatre pour l'éducation et trois pour la communication. Il semble englober totalement le critère A de l'hypothèse de Dahl. Les cinq items pour la santé sont les suivants: espérance de vie à la naissance, taux de mortalité infantile, nombre de personnes par lit d'hôpital, nombre de personnes par médecin et nombre de personnes par dentiste. Les items pour l'éducation sont le pourcentage de la population ayant au dessus de 15 ans qui sait lire et écrire (lettré), le pourcentage de la population d'âge scolaire (7-14

ans) inscrite à l'école primaire, le pourcentage de la population d'âge scolaire (13-18 ans) inscrite à l'école secondaire et l'inscription collégiale en pourcentage de l'inscription à l'école primaire.

Finalement voici les items pour la communication: le nombre de téléphones par 100 habitants, le nombre de copies de journaux par 1000 habitants et le nombre de véhicules motorisés par personnes.

La moyenne de ces douze items fut calculée pour 20 pays d'Amérique du Sud à chaque décennie à partir de 1940. Une valeur de 0 signifie une égalité avec l'index HEC pour les Etats-Unis. Ceci dit plus le chiffre représentatif s'éloigne de 0 plus grand est l'écart d'avec les Etats-Unis.

tableau 3.3 *

Indice HEC - 1980

Chili	55.1
Argentine	38.2
20 pays	59.7

source: SALA, 25, p. 132.

L'Argentine et le Chili ont tous deux un PNB par capita plus élevé que la moyenne des pays sud-américains. Comparativement au Chili, l'Argentine détient un PNB par capita visiblement plus élevé que celui du Chili.

En ce qui a trait au pourcentage journalier minimum de calories requises du tableau 3.2, le Chili et l'Argentine ont un pourcentage d'augmentation pour les périodes 61-63 et 75-77 à peu près identique et jouissent d'un taux plus élevé de calories que la moyenne des 19 pays. Cependant l'Argentine est encore une fois nettement favorisée à ce niveau. Elle dispose de près de 30% de plus de calories par capita que le Chili pour la période de 1975-1977.

Finalement l'indice HEC du tableau 3.3 démontre clairement la position avantageuse de l'Argentine et l'écart qu'il y a si l'on compare les deux pays. Il semble effectivement que cet index, qui contient des informations à partir des domaines de la santé, de l'éducation et de la communication, atteste distinctement que l'Argentine à ce niveau est sensiblement plus rapprochée des Etats-Unis que ne l'est le Chili.

Les tableaux 3.1, 3.2 et 3.3 soulignent tous un même ordre tel que le démontre le tableau suivant.

tableau 3.4

	PNB/capita	pourcentage-calorie	Index HEC
rang			
1	Argentine	Argentine	Argentine
2	Chili	Chili	Chili
3	20 pays	19 pays	20 pays

Bien que l'Argentine est comparativement avantagée face au Chili il demeure que celui-ci, à tous les niveaux, est tout de même au-dessus

de la moyenne. De plus, tel que démontré lors de la section précédente qui examinait l'ordre socio-économique, l'Argentine et le Chili sont tous deux des pays d'ordre industriel. L'index HEC en particulier souligne que les deux pays disposent d'un niveau plus élevé de développement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la communication que la moyenne des pays sud-américains. Ces domaines sont habituellement reliés à l'industrialisation et tel que le mentionne Dahl, en général

The development of cities, commerce, industry, and the professions not only requires but also fosters these elemental requirements. (88)

Le développement d'un ordre social pluraliste, pour reprendre quelque peu l'explication qui se trouve dans le premier chapitre, semble habituellement être un des résultats d'une économie avancée. D'après Dahl une économie avancée génère automatiquement plusieurs conditions requises pour un ordre social pluraliste telle la distribution de ressources et de moyens politiques. De plus des changements économiques positifs et le développement d'un ordre social pluraliste suggèrent que les membres de cet ordre risquent de vouloir participer au processus ce qui semble être plus apte à un système politique compétitif qu'à un système hégémonique. (89)

Rappelons aussi trois réserves que Dahl apporta à ce constat. Premièrement il semble que si une économie avancée crée certaines conditions pour un ordre social pluraliste, elle ne crée pas toutes les conditions nécessaires (ex. URSS). Deuxièmement alors que certains succès économiques peuvent menacer un système hégémonique, de même des

insuccès économiques risquent d'imposer des difficultés à un système compétitif. Finalement on ne peut prétendre qu'une économie avancée est une condition suffisante pour renforcer l'allégeance de la population à la polyarchie.

Si l'on s'en tient au développement d'un ordre social pluraliste il semble que d'après leur niveau de développement socio-économique relativement élevé, l'Argentine et le Chili peuvent tous deux clamer détenir un ordre de ce genre. C'est-à-dire qu'ayant connu contemporanément des périodes démocratiques jumelées à une expansion économique, le Chili et l'Argentine ont déjà développé cet ordre pluraliste.

En se basant sur la logique de Dahl il semble qu'à l'intérieur de notre cadre temporel l'Argentine, ayant déjà un ordre social pluraliste et détenant un niveau de développement socio-économique comparativement plus élevé que celui du Chili, se trouve dans une situation plus favorable au développement de la polyarchie que ce dernier.

2.4 Inégalités

Dans Polyarchy Dahl identifie deux genres d'inégalités qui ont des effets significatifs sur le développement de systèmes polyarchiques ou hégémoniques. Il s'agit, comme préalablement expliqué, des inégalités objectives, ou inégalités dans la distribution des ressources

politiques, et des inégalités subjectives qui se traduisent par des sentiments de frustrations et d'apathie de la part d'un ou de plusieurs groupes dans une société.

2.41 Inégalité objective

Dahl souligne que les inégalités extrêmes en ce qui a trait au revenu, aux richesses, à la propriété et au status sont équivalentes et engendrent des inégalités extrêmes de ressources politiques. Habituellement là où se trouvent des inégalités de ressources politiques il y a des grandes chances que ces inégalités s'étendent à l'exercice du pouvoir ce qui décrit plus ou moins un système hégémonique.

Alors que Dahl examine une étude de Russett(90) qui lui se sert de l'indice d'inégalité GINI pour déterminer le degré d'inégalité dans la distribution des terres, notre recherche devra s'abstenir de s'en servir étant donné la non-disponibilité de cet indice pour l'Argentine et le Chili par rapport à notre cadre temporel.

L'indice qui sera utilisé sera une mesure d'inégalité qui s'appelle "le quotient de discrimination" dont se sert Alschuler dans l'article "Asymétrie et asynchronie dans le développement argentin". Cet indice examine la distribution du revenu national (PIB) par classes sociales. Spécifiquement il "divise la population totale entre les salariés occupés et leurs dépendants, d'une part, et le reste de la population (non salariés: professionnels, commerçants, indépendants et cadres, et

chômeurs et leurs dépendants), d'autre part.(91) De plus Alschuler souligne que:

C'était nécessaire d'agréger les chômeurs aux non-salariés à cause de l'imprécision des données disponibles. Le résultat de cette agrégation est une sous-estimation de la richesse des non salariés et donc une estimation conservatrice du niveau d'égalité.(92)

La formule du quotient de discrimination est la suivante:

$$\text{quotient de discrimination} = \frac{\text{salaires comme \% du PIB}}{\text{salariés comme \% de la population}^1}$$

1 il est estimé que chaque salarié fait vivre deux personnes inactives, donc on ajoute deux à chaque salariés.(93)

tableau 4.1 *

Quotient de discrimination: 1980

	salariés comme % du PIB	salariés comme % de la population	quotient de discrimination	rang par rapport à 7 autres pays d'A.L.
Chili	38.23	53.81	.71	4e
Argentine	35.73	79.23	.45	7e

1 pour les quotients des autres pays voir l'annexe 4.1

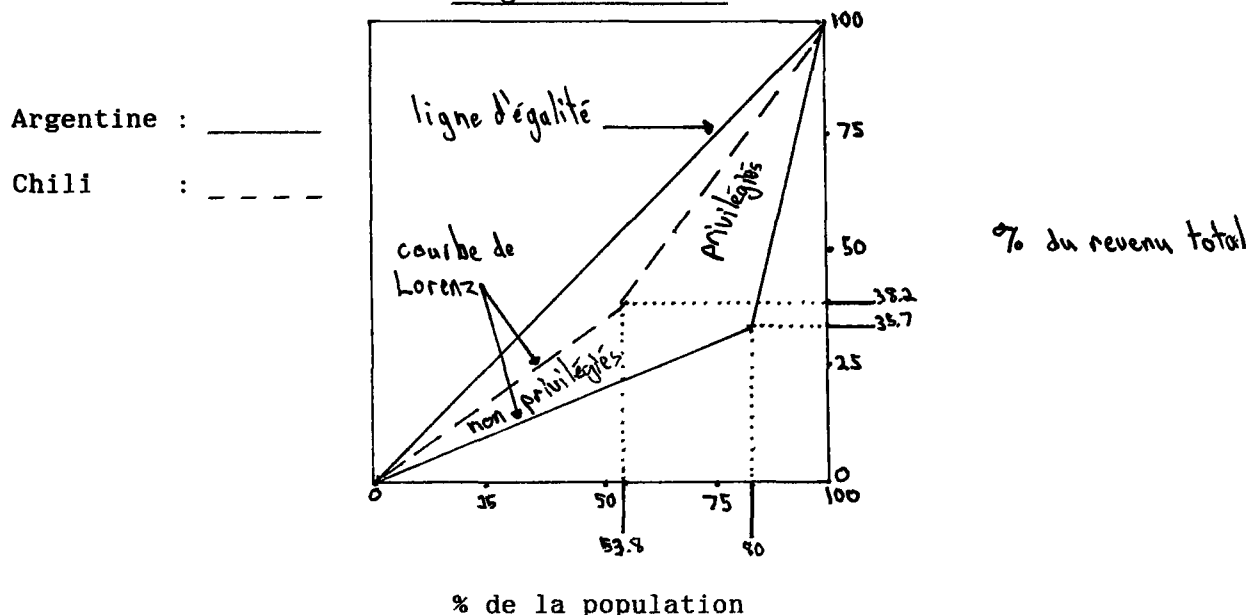
source: population total et nombre de salariés: BIT, 1982, 83, 84, 85.

salaires et PIB: National Accounts Statistics: Main Aggregates and Detailed Tables, 1984.

Le quotient de discrimination n'est calculé que pour 1980 à cause de la non disponibilité des données pour les années antérieures. Evidemment plus le quotient de discrimination est petit, plus grande est l'inégalité objective. L'illustration de ces résultats est possible à l'aide d'une courbe de Lorenz "où l'inclinaison de la courbe est le quotient de discrimination pour cette partie de la population qui se trouve sous la partie correspondante de la courbe." (94)

Diagramme 4.1

Inégalité en 1980



Ce graphique démontre clairement qu'en 1980 le niveau d'inégalité en Argentine était beaucoup plus accentué qu'au Chili. Au Chili les salariés et leurs dépendants représentaient 53.8% de la population et disposaient de 38.2% du revenu total alors qu'en Argentine les salariés représentaient près de 80% de la population et ne se partageaient que 35.7% du revenu total. Ces chiffres permettent aussi d'établir le quotient pour le groupe non-salarié: 3.9 pour l'Argentine et 1.3 pour le

Chili. A l'inverse du quotient de discrimination, dans ce cas-ci, plus le quotient est élevé plus grande est l'inégalité. Ceci dit, de façon comparative, la situation du Chili en ce qui a trait à l'inégalité objective était plus favorable à la polyarchie que celle de l'Argentine.

2.42 Inégalité subjective

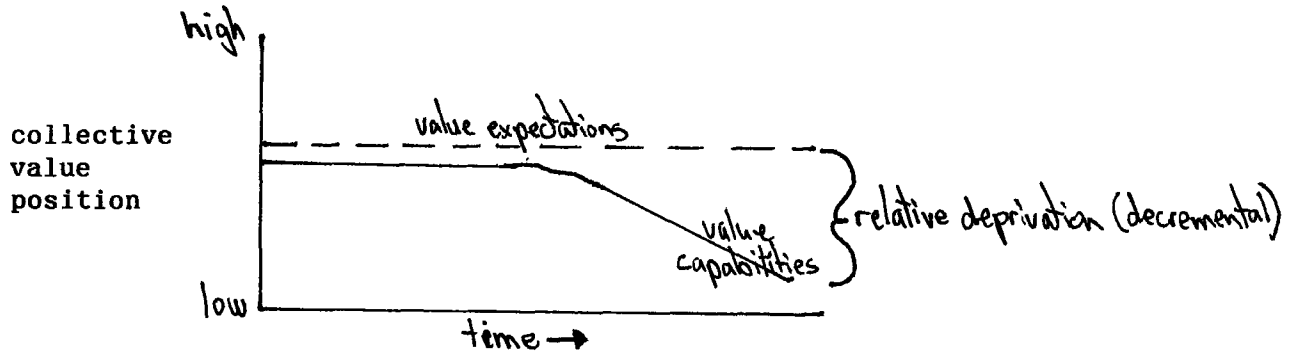
Dans son traitement des inégalités subjectives Dahl s'attarde particulièrement au développement des relations possibles entre les régimes et les individus une fois que ceux-ci sont confrontés à des inégalités objectives et que celles-ci créent frustrations et apathies. Dahl entreprend son analyse à partir de la prémisse que l'inégalité subjective est un fait accompli. Il ne semble pas se préoccuper de définir le type ou le genre d'inégalité subjective ni de présenter des indicateurs et des outils de mesures qui pourraient aider à établir s'il y a ou non inégalité subjective. Tel que mentionné lors de l'explication du premier chapitre, par inégalité subjective Dahl entend implicitement "privation relative". Robert Ted Gurr parvient à définir clairement le terme en question.

Relative deprivation is defined as actor's perceptions of discrepancy between their value expectation (the goods and conditions of the life to which they believe they are justifiably entitled) and their value capabilities (the amounts of those goods and conditions that they think they are able to get and keep).(95)

Alors que Gurr analyse trois modèles ou types de privation relative il y en a un qui nous semble particulièrement intéressant.(96) Il s'agit du "decremental deprivation" ou privation

diachronique ou temporelle (qui se manifeste par rapport au temps). Ceci signifie que les espérances de valeurs ou de biens demeurent sensiblement les mêmes alors que les capacités de valeur sont perçues comme étant en déclin tel que le démontre le graphique ci-dessous.

diagramme 4.2



source: Why Men Rebel, p. 47.

Ce genre de privation relative se fait par référence à une condition passée et cette perte crée des sentiments de frustrations et de ressentiments. Plusieurs théoriciens attribuent à ce type de privation relative une grande partie de la violence politique qui s'est passé et qui se passe présentement.(97) Gurr souligne bien que "Any absolute decline in the value position or value potential of a social group constitute decremental deprivation..."(98) De plus il est intéressant de noter que,

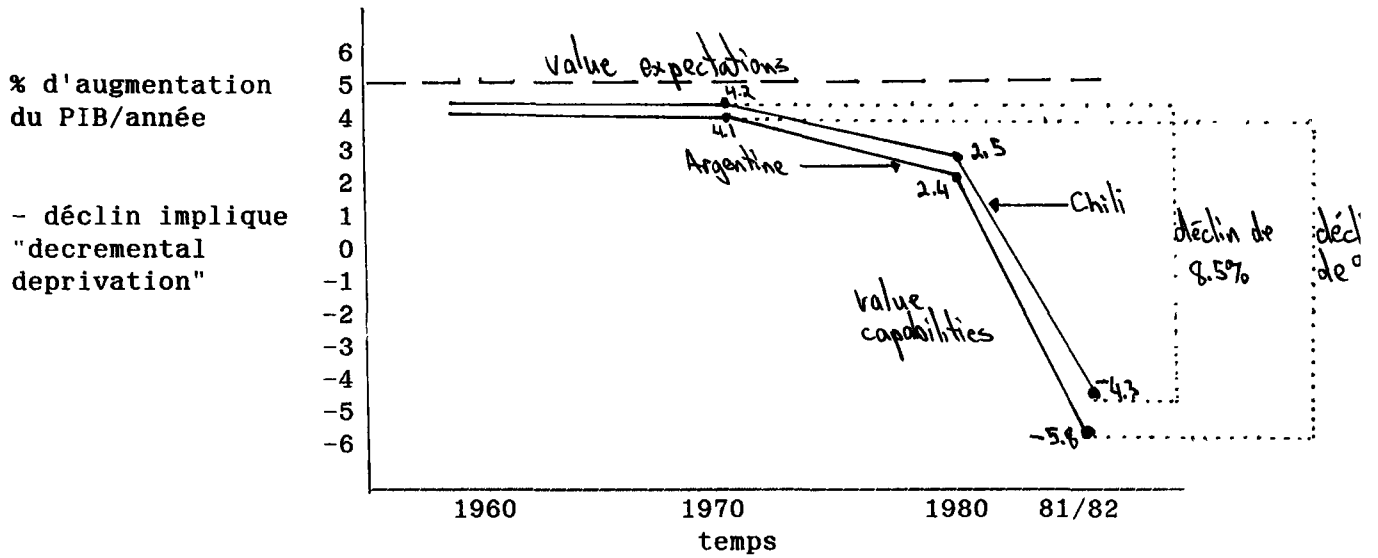
... over the long run of human history decremental RD has probably been a more common source of collective violence than any other pattern of RD. And one can speculate that decremental RD of a given degree probably instigates men to greater intensities of violence than an equivalent level of aspirational RD. Men are likely to be more intensely angered when they lose what they have than when they lose hope of attaining what they do not have yet.(99)

Afin d'examiner les cas chiliens et argentins par rapport à cette construction, trois indicateurs ont été retenus: le pourcentage d'augmentation du taux de chômage, le pourcentage d'augmentation du PIB ainsi que le changement dans la situation des droits civils en Argentine et au Chili. Le PIB est examiné à partir de 1960 alors que le taux de chômage l'est à partir de 1965.

Les droits civils sont un ensemble de libertés rassemblées en un indice ayant une échelle de 1 à 7; 1 étant une situation idéale et 7 une situation où les droits ne sont aucunement respectés. Ces droits comprennent entre autre, la liberté d'expression des individus et des médias, la liberté d'assemblée, d'opposition, de démonstration, d'organisations diverses, etc. De plus ils précisent que personne n'a à craindre la torture, l'emprisonnement, l'exécution ou autre violence.(100) L'indice des droits civils n'est examiné qu'à partir de 1972, date de sa conception. Il est à noter que la compilation des données des droits civils paraît régulièrement dans la revue Freedom at Issue publié par Freedom House.

diagramme 4.3

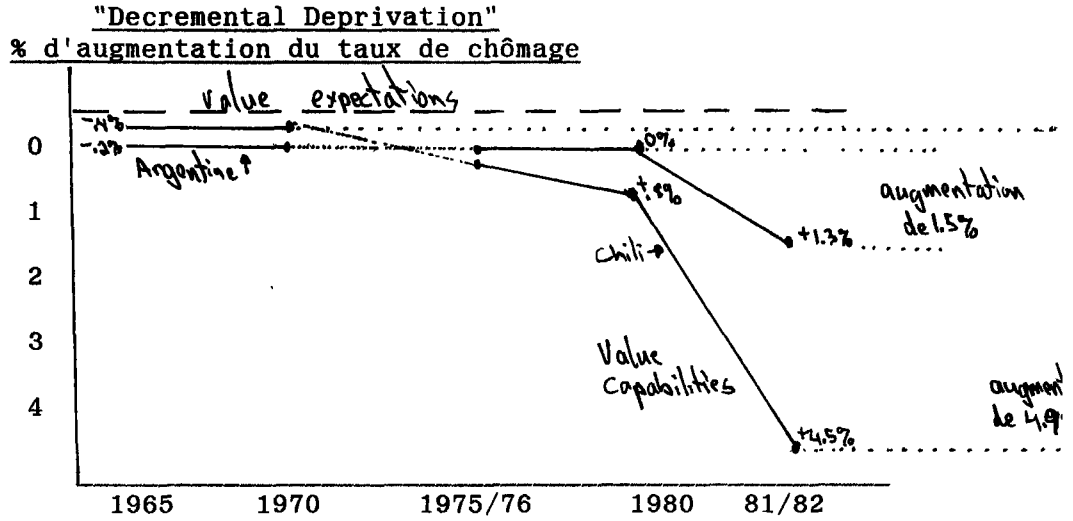
"Decremental Deprivation"
% d'augmentation du PIB par année



source des données: SALA, 25, p. 856.

Le tableau ci-dessus témoigne d'une similitude dans le déclin du pourcentage d'augmentation du PIB/année pour l'Argentine et le Chili. Cependant on remarque que le Chili souffre d'un déclin et donc d'une privation relative inférieure à celle de l'Argentine.

diagramme 4.4



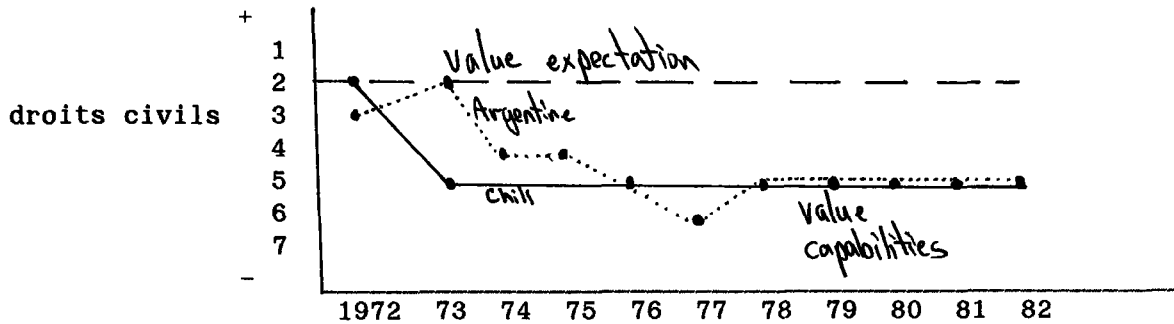
source des données: SALA, 25, p. 251.

Ce second tableau indique que la privation relative en ce qui a trait au pourcentage d'augmentation du taux de chômage est beaucoup plus importante dans le cas du Chili dont la population semble avoir souffert d'une augmentation remarquable qu'en l'espace de quelques mois. Il est à noter que la valeur "+" démontre une augmentation du taux de chômage et la valeur "-" une diminution.

diagramme 4.5

"Decremental Deprivation"
droits civils

(1=maximum; 7=minimum)



source des données: SALA, 25, p. 176.

L'Argentine et le Chili ont tous deux souffert de la violation de leurs droits civils. La revue Freedom at Issue attribue aux Etats-Unis pour les années de 1972 à 1982 une valeur de 1. Ceci permet d'avancer avec les données disponibles que ces deux pays n'ont jamais pu réellement espérer atteindre un niveau supérieur à 2. Pinochet, semble-t-il, a fait dégringoler le niveau des droits civils de 2 à 5 pour ensuite le stabiliser à cette hauteur alors que l'Argentine, avant la venue du régime militaire en 1976, était déjà en chute libre passant de 2 à 4 à 5 puis à 6 pour revenir se stabiliser à 5. Ceci dit, d'après ces données, en période non-autoritaire ou plutôt non-militaire le Chili semble avoir connu un niveau de droits civils plus élevé et plus stable que l'Argentine. Cependant en ce qui a trait au cadre temporel de cette thèse on peut affirmer que les deux pays ont tous deux atteint un niveau plus ou moins élevé avant l'arrivée des militaires pour se stabiliser dans les dernières années à un niveau déplorable de 5.

Ces trois tableaux permettent d'affirmer qu'il y a définitivement privation relative en Argentine et au Chili en ce qui a trait aux indicateurs utilisés, et ce, par rapport à la situation passée. Face à un déclin il est difficile d'imaginer que les espérances de la population augmentent - au minimum elles demeurent les mêmes. D'après Gurr cette privation relative diachronique ne peut générer que frustrations et ressentiments. D'après lui, "the more severe is relative deprivation, the greater are the likelihood and intensity of civil violence."(101) Bien qu'il serait très intéressant de poursuivre dans cette voie on doit s'en tenir à notre but premier: déterminer si cette condition est favorable ou défavorable à la polyarchie. Dahl indique que pour qu'elle soit favorable, la privation relative doit être minime et décroissante. L'Argentine et le Chili se trouvent dans la même catégorie semble-t-il. Les indicateurs démontrent une privation relative croissante dans les deux premiers cas et une privation relative élevée par rapport à l'indice des droits civils. Ceci dit, le niveau de privation relative en Argentine et au Chili semble également tout à fait défavorable, à l'intérieur de notre cadre temporel, à l'établissement d'un régime polyarchique.

2.5 - Pluralisme culturel

Polyarchy in particular is more frequently found in relatively homogenous countries than in countries with a great amount of subcultural pluralism.(102)

Pour arriver à cette constatation Dahl se base sur un article de Marie R. Haug(103) qui classifie 114 pays en fonction d'un indice du pluralisme d'après des données provenant de l'étude A Cross-Polity Survey par Banks and Textor publié en 1963.(104) Cet indice comprend cinq variables: la langue, la race, la religion, le sectionnalisme et l'articulation d'intérêt par des groupes "non-associational". Une explication des deux dernières variables est de mise. Le sectionnalisme est décrit comme étant une variable géographique telle une situation où l'on retrouve un ou plusieurs groupes ayant par exemple des sentiments "séparatistes" importants à l'intérieur d'une région donnée. La cinquième variable, "interest articulation by non-associational groups" est définie comme suit:

"Kingship, lineage, ethnic, regional, and religious groups are included in the non-associational category; to the extent these are involved in political life, there is an indication of salient cultural differences along still another institutional dimension."(105)

L'ensemble de ces cinq variables est évalué puis placé sur une échelle de 0 à 8; 0 étant la valeur quand la langue, la race et la religion sont tout trois homogènes et lorsque le sectionnalisme et les intérêts des groupes non-associés sont minimes. La valeur de 8 souligne une situation contraire. Le tableau 5.1 dévoile les résultats de l'étude de Haug.

tableau 5.1

Indice du pluralisme (1963)

0	1	2	3	4	5	6	7	8
						Afghanistan Burma Canada Cameroun Ceylon Congo (Bra) Dahomey Gabon Ghana Guinea India Indonesia Iran Iraq Mali Mauritania Niger Pakistan Peru Sierra Leone Switzerland Togo Yugoslavia N=23		
Argentina		Australia Bulgaria Burundi El Salvador Germany, W Honduras Japan Korea, N. Korea, S. Mexico Mongolia Netherlands Nicaragua Panama Rumania Rwanda Saudi Arabia Turkey N=18	Albania Colombia Israel Jamaica Libya Spain U K U S Vietnam, N. Vietnam, S. N=10	Algeria Brazil Cambodia Cent. Afr. R. Haiti Jordan Lebanon Somalia Svria Thailand Trinidad Yemen N=12	Belgium Bolivia Cyprus Czechia Guatemala Ivory Coast Liberia Malagasy Morocco Nepal Philippines Senegal Tanganyika U S S R Upper Volta N=15		Chad Congo (Leo) Ecuador Ethiopia Icos Malaya Nigeria S Africa Uganda N=9	Sudan N=1
Austria								
Chile								
Costa Rica Denmark Greece Iceland Ireland Luxembourg Norway Paraguay Poland Portugal Sweden Tunisia U A R. Uruguay N=17	Cuba Dominican R. France Germany, E. Finland Hungary Italy New Zealand Venezuela N=9							

source: Marie R. Haug, The American Journal of Sociology: 73, p. 299.

L'indice du Haug démontre clairement que l'Argentine et le Chili sont tout deux au bas de l'échelle. C'est-à-dire qu'en 1963 ils étaient homogène au niveau de la langue, de la religion et au niveau de la race. De plus le sectionalisme était à peu près inexistant et l'articulation des intérêts des groupes non-associés demeurait minime.

Ces résultats soulignent une situation précédant notre cadre temporel de près de quinze ans. L'idéal serait de reprendre les mêmes variables et de les ré-évaluer pour la période qui nous concerne. Cependant le manque de données concrètes ne permet point de procéder de cette façon. Seules certaines données sur la religion, la langue et la race sont disponibles. En ce qui a trait à la religion, en Argentine

entre 1976 et 1980 la moyenne du pourcentage de Catholiques par rapport à la population totale était de 91.9%, alors que pour le Chili entre 1974 et 1980 cette moyenne était de 86.2% (106) D'après Haug toute majorité d'une seule religion de plus de 80% représente une situation homogène. (107)

En ce qui a trait à la langue et à la race, le Département d'Etat des Etats-Unis estime qu'en 1977 en Argentine et au Chili la langue la plus répandue était l'espagnol. (108) De plus en Argentine près de 97% de la population était d'origine européenne alors qu'au Chili la population était principalement de descendance "Mestizo" (mélange espagnol-indien). (109)

Bien que ces données ne sont pas complètement fiables, elles permettent tout de même de corroborer les résultats de Haug en ce qui concerne les trois premières variables, et ce, près de quinze ans plus tard. Malgré l'impossibilité de dénicher des données précises sur le sectionnalisme et l'articulation d'intérêts il convient tout de même de rappeler l'antagonisme régional en Argentine entre la province de Buenos Aires, particulièrement la capitale fédérale, et le reste du pays. Initialement il semble que les provinces de l'intérieur contestaient la province de Buenos Aires. Effectivement, tel qu'indiqué, dès le début de l'indépendance plusieurs désaccords firent surface.

. most interior provinces harboured the realistic suspicion that Buenos Aires, with its privileged strategic position at the mouth of the River Plate, would attempt to assert its dominance over the other provinces. (110)

Au fur des décennies, Buenos Aires la capitale, demeura le berceau de l'Argentine sinon son noyau. En effet au début des années 1980 Buenos Aires était le centre portuaire, commercial, industriel, bancaire, politique et administratif de l'Argentine.

On y recense plus de 800 000 ouvriers, soit 54 p. 100 de la population employée dans l'industrie, ainsi que 40 p. 100 des établissements industriels du pays; le secteur tertiaire occupe 60 p. 100 des actifs de la région métropolitaine où ne demeure pas moins de 40 p. 100 de la population active d'Argentine.(111)

Malgré une relation sensiblement équivalente à un genre de centre-périphérie entre Buenos Aires et le reste du pays il ne semble pas y avoir des sentiments de sectionalisme du type décrit par Haug. De plus, ce sectionalisme et l'articulation des intérêts des groupes non-associés ne semblent pas avoir retenu une part importante de la littérature récente concernant ces deux pays. Il nous est quand même possible d'affirmer qu'au point de vue de la langue, de la religion et de la race l'Argentine et le Chili sont tous deux homogènes. Ceci dit, pour les fins de cette thèse nous procéderons à partir de la constatation et de l'affirmation que l'Argentine et le Chili sont également homogènes et que le pluralisme culturel est minime et non-significatif.

2.6 - Pénétration et dépendance économique

Tel qu'expliqué lors du premier chapitre cette sixième condition fut passablement modifiée. Alors que Dahl s'attarde particulièrement à une domination physique ou militaire de la part d'une puissance étrangère il semble que depuis quelques décennies déjà, cette domination ait emprunté un nouveau "visage" C'est-à-dire qu'elle s'est renouvelée, adaptée et modernisée afin de maintenant subjuguier économiquement.

Dahl reconnaît tout de même que les pays qui dépendent des échanges internationaux ainsi que de l'investissement étranger sont particulièrement sensibles sinon vulnérables aux actions de ces étrangers.(112) De plus, il souligne que la pénétration économique "has not so far been conducive to the establishment of polyarchy "(113)

Plusieurs théoriciens sont d'accord pour affirmer que la dépendance économique internationale entraîne le "développement du sous-développement" des pays affligés.(114) Parmi les différentes sortes de dépendance économique internationale on retrouve celle que Dahl soulignait: la dépendance de l'investissement étranger. Celle-ci, sûrement l'une des plus importantes, peut être décrite comme étant la pénétration d'un pays par le capital étranger.(115)

Christopher Chase-Dunn a longuement étudié les effets de la dépendance économique internationale.(116) Dans un article publié en 1975(117) il fournit un indicateur de la dépendance de l'investissement étranger per capita. Il s'agit d'un item provenant de l'annuaire de la balance des paiements du Fonds Monétaire International (FMI): "debits on investment income". Cette mesure reflète le montant cumulé de capital étranger dans un pays sans égard à l'acheminement de ces profits. (Chase-Dunn p. 728)

L'étude de Chase-Dunn de 1975 couvrait la période de 1950 à 1955. Notre étude couvre une période récente et il a fallu évidemment se servir d'annuaires récents. Le FMI anciennement ne se servait que de la rubrique "debits on investment income". Par la suite celle-ci fut divisée en deux, soit "direct investment income debit" et "other investment income debit". L'addition des deux permet d'arriver à ce que Chase-Dunn appelait "debits on investment income". Cette mesure de dépendance se fait per capita, tel que le désire l'auteur et les données concernant la population sont tirées d'une estimation de la moyenne de la population pour les années 1975, 1980 et 1983 et proviennent de l'annuaire statistique de l'UNESCO de 1986. Etant donné la disponibilité des données pour au moins 13 pays latino-américains, telle est composée la moyenne.

tableau 6.1 *

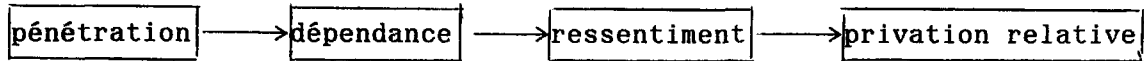
	moyenne de "debits on investment income"(1)	moyenne par capita
Chili 1974-82	- 939	- 85.2
Argentine 1976-82	- 1866	- 70.7
13 pays 1976-82	- 1135	- 47.9

(1) en millions de DTS (droits de tirages spéciaux)

Si la dépendance de l'investissement fait partie de la pénétration d'un pays par le capital étranger et si la rubrique "debits on investment income" reflète bien le capital étranger cumulé, le tableau 6.1 indique une importante pénétration du Chili et de l'Argentine par rapport à la moyenne des 13 autres pays. De plus le Chili, comparativement à l'Argentine, est nettement plus pénétré que cette dernière et donc plus dépendant de l'investissement étranger si on se fie à cet indicateur.

Tel que mentionné plus haut Dahl soulignait que la pénétration économique n'est aucunement favorable à l'établissement de la polyarchie. Midlarsky et Tanter (1967) soulignent que la pénétration économique est exactement l'inverse de l'autonomie.(118) De plus ils suggèrent qu'un des effets d'une présence économique physiquement observable (visible) est une perception accrue que l'économie est réellement dépendante d'une puissance étrangère ce qui peut possiblement produire des sentiments de ressentiment ou de rancœur.(119) Si la présence économique produit un développement économique sans que la

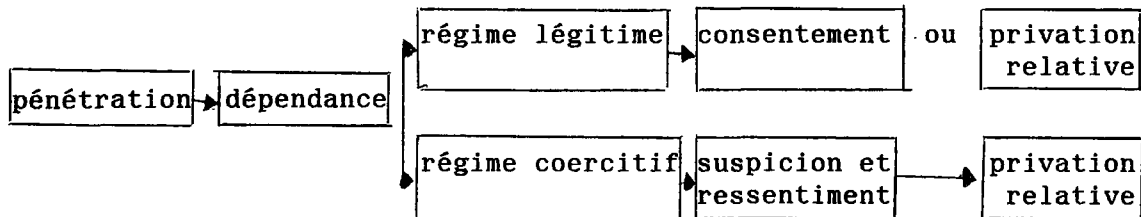
population puisse en profiter il y a de grandes chances que ce développement accroît des sentiments de privation relative probablement pré-existants. (120) Schématiquement voici le cheminement qui vient d'être décrit. La flèche signifie "cause" ou "peut causer".



Midlarsky et Tanter décrivent aussi un second cheminement possible en établissant la différence entre un régime légitime et un régime coercitif. Un haut niveau de dépendance économique internationale ne devrait irriter ou irriter très peu une population ayant légitimisé son régime par une élection. Cependant,

In a less democratic setting, the suspicion of collusion [between government and foreign interests] might indeed be present and the rationale of a legitimate mandate would be non existent. (121)

Voici schématiquement le second cheminement possible.



Une fois arrivé au niveau de privation relative, que ce soit à l'intérieur d'un régime coercitif ou d'un régime légitime, car il demeure possible que la dépendance irrite la population malgré la légitimité du régime, ces sentiments de privation relative produisent le même effet que des sentiments d'illégitimité sans toutefois être inter-reliés. D'après Ted Robert Gurr,

Regime legitimacy apparently has no consequential mediating effect on deprivation but acts much as deprivation itself does: low levels of legitimacy or feelings of illegitimacy (or deprivation) motivate men to collective violence. (122)

Ceci dit, plus le degré de pénétration est élevé, plus minces sont les chances d'atteindre la polyarchie. De façon comparative le Chili étant plus pénétré donc plus dépendant que l'Argentine, se trouve dans une situation défavorable alors que celle-ci, toujours comparativement, détient une position favorable au développement d'un régime polyarchique.

2.7 - Croyances de l'élite au pouvoir

Le titre de cette septième section diffère quelque peu du titre de la septième section de la partie A du premier chapitre parce qu'au lieu d'examiner les croyances de l'élite politique en général nous sommes convenus de jauger les croyances de l'élite dirigeante ou de l'élite au pouvoir.

2.71 La légitimité de la polyarchie

Dans l'article préalablement mentionné, portant sur l'instabilité politique en Amérique latine, Douglas P. Bwy souligne que l'indice de démocratisation de Fitzgibbon (Fitzgibbon-Johnson depuis 1960) reflète

Cette restructuration fait du nouvel indice un indice strictement politique. De plus ces cinq critères s'apparentent quelque peu à certaines conditions nécessaires à la démocratie tel que mentionné par Dahl.(126) De même que l'indice initial, plus la valeur de cet indice révisé est élevé plus grande est la légitimité. C'est-à-dire qu'un niveau de légitimité élevé implique une croyance importante en la légitimité de la démocratie (ou polyarchie) de la part de l'élite au pouvoir. La logique de ce raisonnement, quoi que simple, nécessite une explication. Les critères qui font parties de l'indice révisé sont tous des facteurs contrôlés par l'élite dirigeante. Une valeur élevée de l'indice révisé démontre que le régime en place permet ces critères. Ceci signifie donc une légitimité élevée qui s'explique par une croyance élevée en la légitimité de la polyarchie de l'élite dirigeante.

tableau 7.1 *

Indice révisé Fitzgibbon-Johnson et rang par rapport à 20 pays d'Amérique latine

	1970		1975		1980	
	indice	rang	indice	rang	indice	rang
Chili	214	1er	77	18e	77	18e
Argentine			162	5e	92	15e

source: 1970: SALA, 17, p. 355.
1975, 1980: Latin American Research Review,
vol. 11:2, 17:3.

Le tableau 7.1 permet d'examiner l'indice Fitzgibbon-Johnson lors de la période précédant notre cadre temporel ainsi qu'à l'intérieur du cadre temporel. L'indice était passablement élevé, particulièrement au

Chili, dans les deux pays lors de la période précédant le cadre temporel. Cependant à l'arrivée des militaires, 1973 pour le Chili et 1976 pour l'Argentine, l'indice chuta considérablement et, encore une fois, particulièrement au Chili.

D'après Bwy et en s'appuyant sur la logique expliquée ci-dessus il semble effectivement qu'à l'intérieur de notre cadre temporel la valeur de l'indice, étant relativement faible, indique une opposition aux critères de l'indice révisé de la part des dirigeants. Ceci démontre un niveau de légitimité également faible qui s'explique par une croyance en la légitimité de la polyarchie à peu près nulle de la part des élites au pouvoir.

Le tableau 7.1 démontre clairement qu'à l'intérieur du cadre temporel le niveau de légitimité du Chili comparativement à celui de l'Argentine, est nettement moins élevé. Ceci permet d'assumer que la croyance de l'élite dirigeante chilienne en la légitimité de la polyarchie est plus faible qu'elle ne l'est en Argentine.

2.72 Confiance et coopération

Afin d'établir s'il régnait confiance, c'est-à-dire confiance du régime face à son opposition, et coopération en Argentine entre 1976 et 1982 et au Chili entre 1974 et 1982 l'indice des droits politiques a été retenu pour des raisons qui seront bientôt apparentes. Cet indice provient de la revue Freedom at Issue publié régulièrement par Freedom

House depuis 1973. Il est déterminé selon, entre autres, les critères suivants:

- a) that leaders are chosen in decision made on the basis of an open voting process.
- b) that significant opposition is allowed to compete in this process.
- c) that there are multiple political parties and candidates not selected by the government.
- d) that polling and counting of votes is conducted without coercion or fraud. (127)

Ces critères sont évalués puis placés globalement sur une échelle de 1 à 7; 1 étant le niveau idéal et 7 le niveau le plus néfaste.

Il est évident qu'on ne peut parvenir au niveau optimal de ces critères sans un minimum de confiance mutuelle et de coopération. Il est aussi évident que c'est le régime en place qui décide ultimement de l'implantation ou du rejet de ces critères. Evidemment un régime qui croit en la coopération et en une confiance mutuelle favorisera l'implantation des critères ce qui donnerait, dépendant du niveau d'implantation, un indice relativement élevé. Ceci dit on assume qu'un régime qui permet ces critères croit que la coopération et que la confiance mutuelle est favorable et inversement un régime qui rejette toute application de ces critères ne peut que se méfier et douter des avantages de la coopération et d'une confiance mutuelle.

tableau 7.2

Droits politiques

	Chili	Argentine	Etats-Unis
1974	7	-	1
1975	7	-	1
1976	7	6	1
1977	7	6	1
1978	6	6	1
1979	6	6	1
1980	6	6	1
1981	6	6	1
1982	6	6	1

source: SALA, 24, p. 169.

Plus l'indice des droits politiques est négatif, (élevé) plus faible est la croyance en la coopération et la confiance mutuelle. Malgré la légère amélioration au Chili en 1978, l'Argentine et le Chili ont tous deux un taux déplorable en ce qui concerne les droits politiques des cinq dernières années présentées dans le tableau 7.2. Ce taux est non seulement minimes d'après l'échelle de 1 à 7 mais d'autant plus si on le compare au rendement américain. Ceci démontre implicitement que le niveau de confiance et de coopération, et donc que la croyance des élites dirigeantes en ces concepts est demeurée à peu près inexistante en Argentine et au Chili lors de la période étudiée. Ce manque de confiance et cette incapacité de coopérer sont ensemble tout à fait défavorable à la polyarchie. La situation en Argentine et au Chili à ce niveau semble similaire sinon identique: elle est dans les deux cas défavorable à la polyarchie.

2.8 - Conclusion

A la lumière des données recueillies et sans pour autant procéder à l'instant à une interprétation élaborées des résultats trois constatations préliminaires sont permises. Il nous est désormais possible d'identifier les conditions qui sont également favorables aux deux pays, celles qui sont également défavorables et les conditions qui sont comparativement favorables à l'un et à l'autre. Tel que mentionné ce sont ces dernières qui devraient permettre l'examen de la sensibilité du modèle théorique de Dahl. Les conditions également favorables et également défavorables devraient agir, en principe, de paramètres ou de conditions "controlled for" tel que le mentionnaient Przeworski et Teune. C'est-à-dire qu'en théorie ces conditions ne devraient être explicatives de la différence de régime entre le Chili et l'Argentine à partir de 1983.

tableau 8.1

Conditions également favorables et également défavorables
à l'Argentine et au Chili

(xx = favorable; oo = défavorable)

Conditions	Chili	Argentine
1. Séquences historiques	xx	xx
2. Ordre socio-économique		
2.1 Accès à la violence		
2.2 Accès aux sanctions économiques		
2.3 Type de direction économique		
3. Niveau de développement socio-économique		
4. Inégalités		
4.1 Objectives		
4.2 Subjectives	oo	oo
5. Pluralisme culturel	xx	xx
6. Dépendance économique		
7. Croyances de l'élite au pouvoir		
7.1 Légitimité de la polyarchie		
7.2 Confiance	oo	oo

Une brève récapitulation nous rappelle effectivement qu'au niveau de la séquence historique du développement politique et qu'au niveau du pluralisme culturel, le Chili et l'Argentine semblent tous deux être en possession d'une position ou d'une situation favorable à la polyarchie. En effet l'examen du développement politique initial de l'Argentine et du Chili démontre une similarité en ce qui concerne la séquence suivie; soit l'établissement d'un système de contestation publique précédant le

droit de participation populaire. De plus, en ce qui concerne le pluralisme culturel, l'indice de Marie Haug de 1967 et les données récentes portant sur la race, la religion et la langue indiquent que depuis au moins 25 ans l'Argentine et le Chili sont tous deux également homogènes.

Quant aux conditions qui sont également défavorables à la polyarchie en Argentine et au Chili, on retrouve les inégalités subjectives et la croyance de l'élite au pouvoir en ce qui concerne la confiance mutuelle. D'après Dahl le fait que les inégalités subjectives, de par la privation relative, sont élevées et que la croyance en la confiance mutuelle est à un très faible niveau ne peut que défavoriser le développement d'un système de sécurité mutuelle et donc de la polyarchie. Voyons maintenant le tableau 8.2 qui schématise les conditions comparativement favorables à la polyarchie.

tableau 8.2

Conditions comparativement favorables (xx)

Conditions	Chili	Argentine
2. Ordre socio-économique		
2.1 Accès à la violence		xx
2.2 Accès aux sanctions économiques	xx	
2.3 Type de direction économique		xx
3. Niveau de développement socio-économique		xx
4. Inégalités		
4.1 Objectives	xx	
6. Dépendance économique		xx
7. Croyances de l'élite au pouvoir		
7.1 Légitimité de la polyarchie		xx

A première vue le tableau 8.2 semble catégorique: l'Argentine détient nettement plus de conditions favorables à la polyarchie que le Chili. En effet cinq conditions sont comparativement favorables à l'Argentine et seulement deux sont comparativement favorables au Chili. Celui-ci, de par l'indicateur RIWI ne semble point être accablé de sanctions socio-économiques gouvernementales et son taux d'inégalités objectives est beaucoup moins important que celui de l'Argentine, si on se fie au quotient de discrimination employé. L'Argentine, de par les différents indicateurs utilisés semble être favorisée aux conditions et sous-conditions 2.1; 2.3; 3; 6 et 7.1. Ceci dit, à première vue et seulement à première vue il serait possible d'affirmer qu'effectivement le modèle de Dahl, lorsque confronté à l'Argentine et au Chili lors du

cadre temporel précisé, permet de déceler que l'Argentine détient plus de conditions comparativement favorables à la polyarchie que le Chili et donc qu'il permet de prédire correctement l'ouverture en Argentine et la continuité au Chili. Est-ce cependant suffisant pour répondre à la question fondamentale qui cherche à savoir si le modèle théorique de Dahl permet de déceler l'ouverture qui s'est faite en Argentine en 1983? C'est ce que nous tenterons d'établir lors du prochain chapitre qui en fait est concluant.

Chapitre 3

Conclusion

Le tableau 8.2 expose clairement les conditions qui sont comparativement favorables à l'Argentine et celles qui les sont au Chili. Or si on examine de façon individuelle les données de chaque indicateur employé il appert que ces dollars, pourcentages et indices ont mine de valeurs absolues. Il est donc primordial de déterminer l'envergure de l'importance de ces valeurs afin de tenter d'établir la sensibilité du modèle théorique de Dahl. C'est ce qui sera établi lors de ce troisième et dernier chapitre.

3.1 - L'importance de la différence des résultats

Afin de relativiser les valeurs absolues des divers résultats obtenus il faut déterminer l'importance de la différence des résultats pour chaque indicateur. Ceci devrait permettre d'établir si la différence entre le Chili et l'Argentine, en ce qui concerne chaque indicateur, est importante, significative ou peu significative et donc si cet indicateur devrait être pris en considération ou non lors de l'étude des conditions comparativement favorables. Pour ce faire il faut d'abord définir la méthode par laquelle l'importance de la différence sera déterminée puis établir un barème pour identifier divers degrés d'importance.

La méthode pour déterminer l'importance de la différence est relativement simple. Rappelons que pour chaque indicateur des données sur non seulement le Chili et l'Argentine mais aussi sur plusieurs pays latino-américains furent recueillies, présentées et placées en annexe. Tel que mentionné il s'agissait parfois de sept, treize ou vingt autres pays. C'est grâce à ce nombre qu'il est possible de déterminer en pourcentage la différence qu'il y a entre les résultats obtenus par chaque indicateur entre l'Argentine et le Chili. Il faut en premier lieu isoler quatre valeurs: les valeurs maximum et minimum, celle qui correspond à l'Argentine et celle qui correspond au Chili. Par la suite, il faut calculer la différence entre les deux pays. Le résultat de cette soustraction sera par la suite divisé par le résultat de la différence entre la valeur maximum et la valeur minimum. Ceci dit, l'équation pour déterminer la différence en pourcentage est la suivante:

$$\frac{A - B}{C - D} \times 100 = \text{_____} \%$$

- A = Argentine (ou Chili)
- B = Chili (ou Argentine)
- C = valeur maximum
- D = valeur minimum

Prenons l'exemple de l'indice RIWI du tableau 2.3 de l'annexe statistique.

Valeur maximum	2.53		
Valeur minimum59	:	$\frac{2.53 - .90}{2.53 - .59} = \frac{1.63}{1.94} \times 100 = 84 \%$
Chili	2.53		
Argentine90		

Il s'agit d'une différence très significative. Il importe donc d'établir un barème pour déterminer le degré d'importance en fonction de la différence. Le barème qui sera employé ici, bien qu'arbitraire, sera le suivant. Les différences de 10% et moins seront considérées comme peu significatives. Ceci devrait permettre d'éliminer les erreurs de calculs ou de collectes de données à partir des sources primaires et secondaires (livres de références) ainsi qu'à l'intérieur de la thèse. Les différences de 11 à 20% seront considérées comme significatives et les différences d'au-dessus 20% seront évidemment considérées comme étant des différences importantes. Avec la méthode et le barème en tête voyons maintenant le tableau 9.1 qui démontre le pourcentage de différence entre les résultats ainsi que le rang des pays pour chaque indicateur par rapport à l'ensemble de pays observé.

Tableau 9.1

Importance en % de la différence des résultats

Condition	indicateur	situation préférable	<u>Chili</u>		<u>Argentine</u>		% de différence
			résultat	rang	résultat	rang	
<u>2. Ordre socio-économique</u>							
2.1 Accès à la violence	% militaires / pop	peu élevé	.76%	2/13	.51%	4/13	36.2 %
	% dépenses / PNB	peu élevé	4.1%	4/20	3.4%	5/20	11.9 %
2.2 Accès aux sanctions socio-économiques	indice RIWI	plus grand ou égale à "1"	2.53	1/9	.99	6/9	84. %
2.3 Type de direction économique	% du revenu de la propriété et de l'entreprise/PIB	peu élevé	3.13%	3/10	.93%	5/10	45.5 %
<u>3. Niveau de développement socio-économique</u>							
	% calories requises	élevé	143.1	1/19	114.1	5/20	53. %
	indice HEC	rapproché à "0"	38.2	2/20	55.1	8/20	34.5 %
	PNB/capita (E.U.\$)	élevé	1937	4/20	2067	10/20	3.1 %
<u>4. Inégalités</u>							
4.1 Inégalités objectives	quotient de discrimination	peu élevé	.71	4/7	.45	7/7	59.1%
<u>6. Dépendance économique</u>							
	"debits on investment income/cap	peu élevé	-85.2	1/13	-70.7	3/13	19.6%
<u>7. Croyances de l'élite au pouvoir</u>							
7.1 Légitimité de la polyarchie	indice Fitzgibbon-Johnson	élevé	77	18/20	92	15/20	8.9 %

D'après le tableau 9.1 on ne retrouve que deux indicateurs dont les pourcentages sont inférieurs à 10% et deux dont les pourcentages sont inférieurs à 20%. Il s'agit du PNB per capita et de l'indice Fitzgibbon-Johnson en un premier temps, puis du pourcentage de dépenses militaires par rapport au PNB et de l'indicateur "debits an investment income" en second lieu. Tel que mentionné les différences de moins de 10% sont peu significatives. Ceci dit, pour les fins de cet examen celles-ci seront écartées afin d'examiner particulièrement les indicateurs dont les différences sont plus de 20%. En ce qui concerne les deux indicateurs ayant des différences de 11 à 20%, la première sera écartée et la seconde retenue étant donnée qu'elles se trouvent respectivement aux extrémités de l'échelle de différence "significative". En effet le pourcentage de différence de l'indicateur "% dépenses/PNB" n'est que de 11.9%. De plus même en l'éliminant il demeure un autre indicateur, "% de militaire/population", qui est aussi comparativement favorable pour l'Argentine et dont le pourcentage de différence est plus important. L'indicateur "debits on investment income" sera retenu parce que le pourcentage de différence, étant à 19.6%, se trouve pratiquement au seuil de l'échelle qui englobe les différences importantes. Grâce à ce triage, il est désormais possible de présenter un tableau démontrant les conditions qui sont réellement comparativement favorables à l'Argentine et au Chili. A l'exception de la condition "Niveau de développement socio-économique" qui est composée de deux indicateurs, chaque condition ou sous-condition comporte un indicateur.

tableau 9.2

Revision: conditions comparativement favorables (xx)

condition	Chili	Argentine
<u>2. Ordre socio-économique (1)</u>		
2.1 Accès à la violence		xx
2.2 Accès aux sanctions économiques	xx	
2.3 Type de direction économique		xx
<u>3. Niveau de développement socio-économique</u>		xx
<u>4. Inégalités</u>		
4.1 Inégalités objectives	xx	
<u>6. Dépendance économique</u>		xx

(1) cette condition sera désormais considérée comme étant favorable à l'Argentine. (128)

Ce dernier tableau, bien que plus précis et plus significatif que les précédents, présente une image similaire à ceux-ci. C'est-à-dire qu'au point de vue du nombre de conditions ou de sous-conditions l'Argentine demeure favorisée comparativement au Chili. Cette similarité s'étend aussi à la conclusion que l'on peut en tirer: la polyarchie semble plus éminente en Argentine qu'au Chili. Effectivement il semble possible de supposer que l'Argentine allait se polyarchiser avant le Chili et que la structure générale de la société argentine

avait plus de propension à un avènement démocratique que ne l'était la société chilienne.

En ayant finalement établi quelles conditions étaient réellement favorables à la polyarchie en Argentine et au Chili l'opérationnalisation de ce modèle théorique, tel que l'avait exposé Dahl, est à toute fin pratique terminée. C'est-à-dire que, rappelons-le, Dahl avait omis de poursuivre ou de pousser son modèle plus loin en déclinant de pondérer ses sept conditions. A la lueur des résultats obtenus et en supposant que nos indicateurs et données soient exactes et que notre méthode soit solide, nous allons sous peu tenter de mieux préciser le rôle des diverses conditions. Toutefois, avant d'y arriver, certaines notions fondamentales doivent être exposées.

3.2 - La chute de la "Junta Argentina"

Un bon nombre d'auteurs et d'experts semblent d'accord que la déroute du régime militaire argentin fut précipitée par l'échec de la guerre des Malouines/Falklands en 1982 contre la Grande Bretagne et que ce lamentable échec fut "la goutte qui fit déborder la tasse". D'après Dabat et Lorenzano,

With the formal surrender of the Malvinas on 15 June 1982, the Junta sealed its defeat on almost every terrain. (129)

Par défaite à tous les niveaux, Dabat et Lorenzano entendent plus précisément niveaux politique, économique et social. Juan Corradi parvient à une analyse et à une conclusion similaire bien que plus articulée.

By early 1982, the military regime had landed itself in a terminal paradox: At the very moment of total victory against its enemies, pure irrationality suddenly prevailed. After years of uncontested power, the officers possessed all the cards in the deck but one: They had nobody left to blame if everything went bad. And everything turned bad. The country was experiencing a frightful economic crash. Unemployment mushroomed and inflation went back to three digits...

The junta was faced with several unpleasant alternatives. If clean elections were held, the likelihood of a Peronist return to power was high. If restricted elections were sponsored, a weak government would only inherit the pressing problems. If, on the other hand, the officers remained in power and did nothing, sooner or later serious divisions would appear within their ranks. If the harshest hawks prevailed, another bloodbath might ensue.

In April 1982 the military administration of General Galtieri chose a classic and suicidal nonsolution: the flight forward into war. In the Malvinas/Falklands adventure, they counted on the nationalist loyalty of the population. They were not wrong. But disaster in action convinced the same people that they had been led into a cul-de-sac by incompetent opportunists, and the hour of reckoning arrived. (130)

Effectivement l'Argentine avait finalement compris. Selon un argentin,

First they showed us that they cannot govern, then they showed us they cannot run an economy, and now they show us that they cannot fight a war. (131)

Cette dernière constatation résume parfaitement, bien que très sommairement, les raisons de la chute des militaires: l'économie était désormais en déroute et l'échec d'une guerre qui aurait pu être

salvatrice était fatale au régime. En effet suite à une économie en faillite juxtaposée à une "décomposition générale du système social"⁽¹³²⁾ il se produisit "an almost total abandonment of control over social, political and economic processes".⁽¹³³⁾ Après la défaite une seule issue réaliste subsistait; remettre le pouvoir aux civils.

3.3 - La redémocratie en Argentine, la "théorie de la révolution" et le modèle de Dahl

Malgré les résultats du tableau 9.2 une question fondamentale demeure: les conditions de Dahl favorables à l'Argentine sont-elles réellement explicatives de la démocratisation de ce pays? On en peut prétendre que cette nouvelle démocratie fut strictement issue d'un système évolutionnaire de sécurité mutuelle tel que le veut Dahl. D'après ce qui vient d'être exposé, tout porte à croire qu'elle fut plutôt issue d'une incompétence gouvernementale prolongée dont le point culminant fut une guerre suicidaire. A première vue il semble y avoir contradiction. C'est-à-dire que d'une part le modèle de Dahl décèle effectivement une ouverture éventuelle ou potentielle, et d'autre part l'ouverture qui s'est produite en 1983 est due à des raisons toutes autres et différentes des conditions de Dahl.

L'examen de certaines théories de la révolution semble cependant dévoiler qu'on assiste non pas à une contradiction mais bien à une

complémentarité. Harry Eckstein, dans un court essai qui porte sur l'étiologie des guerres internes, fait le point à ce sujet. Notons d'abord que par "guerre interne" Eckstein entend exprimer tout recours à la violence à l'intérieur d'un ordre politique afin d'y changer la constitution, les dirigeants ou les politiques.⁽¹³⁴⁾ Il parvient à réconcilier notre "pseudo-contradiction" en indiquant et définissant deux types de conditions.

A "precipitant" of internal war is an event which actually starts the war ("occasions" it), much as turning the flintwheel of a cigarette lighter ignites a flame. "Preconditions" of internal war, on the other hand, are those circumstances which make it possible for the precipitants to bring about political violence, as the general structure of a lighter makes it possible to produce a flame by turning the flintwheel.⁽¹³⁵⁾

A la lumière de cette définition il devient évident que les conditions retrouvées dans le modèle de Dahl sont ce qu'Eckstein nomme "préconditions" et ce qu'on peut désigner de conditions structurelles. Une condition "precipitant" pourrait en fait être attribuée au terme de condition catalytique.

Avant de poursuivre dans cette voie il faut d'abord expliquer comment et pourquoi la "théorie de la révolution" est utilisée alors que nous examinerons un retour à la démocratie. Ce que nous empruntons à cette théorie et plus particulièrement aux observations d'Eckstein est non seulement ses idées et ses définitions mais aussi sa "logique". C'est-à-dire qu'au lieu de procéder comme si nous étudions la guerre intérieure on adapte ses idées comme si on examinait la démocratie car pour celle-ci il semble rationnel de supposer qu'il y a aussi un besoin

de conditions structurelles et catalytiques. Ceci dit en remplaçant "internal war" par démocratie la définition d'Eckstein serait la suivante et c'est sous cette optique que nous procéderons.

A "precipitant" of democracy is an event which actually occasions it.... "Preconditions" of democracy are those circumstances which make it possible for the precipitants to bring it about.

Tel que mentionné le modèle de Dahl est composé de conditions structurelles. En ce qui concerne le retour à la démocratie en Argentine, la condition catalytique, il ne semble y avoir aucun doute, fut en fait l'échec de la guerre des Malouines en 1982. Cette guerre aurait pu prolonger les fortunes de la junte pour quelques temps mais il n'en fut rien car cette diversion fut de courte durée. D'après Eckstein,

Military adventures are excellent diversions, and military successes can marvellously cement disjoined societies, but military failure, on the evidence, can hardly fail to hasten revolution (discontent)⁽¹³⁶⁾ in such cases.⁽¹³⁷⁾

Tel que nous l'avons vu, ce fut exactement ce qui se passa. La complémentarité entre les conditions structurelles de Dahl et la condition catalytique vient du fait que le retour à la démocratie n'aurait pu s'effectuer sans la "complicité" de ces deux types de conditions. En effet,

Clearly no internal war (democracy) can occur without precipitant events to set it off; and clearly no precipitants can set off internal war (democracy) unless the condition of society makes it possible for them to do so.⁽¹³⁸⁾

Bien qu'on ne peut généraliser cette dernière observation, ce fut le cas pour l'Argentine en 1982-83.

Lors du chapitre d'introduction il avait été stipulé que l'objectif principal de cette thèse serait d'examiner la sensibilité du modèle théorique de Dahl lorsque confronté au Chili et à l'Argentine, à savoir s'il allait déceler l'ouverture de ce dernier en 1983. De plus l'hypothèse soulignait qu'un système de sécurité mutuelle et donc une polyarchie doit dépendre d'une situation généralement favorable des sept conditions principales. Suite à l'analyse comparative du second chapitre l'hypothèse nous semble être confirmée parce qu'effectivement les conditions se dévoilèrent en général plus favorables à la polyarchie dans le cas argentin que dans le cas chilien. De par ceci on peut affirmer que le modèle de Dahl décèle à l'Argentine un potentiel d'ouverture plus important qu'au Chili.

Il faut cependant accepter ces conclusions avec certaines réserves. Premièrement le modèle décèle effectivement un potentiel d'ouverture en Argentine mais non l'ouverture spécifique de 1983. On ne peut s'en surprendre et ce à cause de l'imprévisibilité et du caractère éphémère de la condition catalytique qui, tel que mentionné, fut nécessaire au changement. En effet Eckstein, en discutant des conditions catalytique, souligne que,

... unique and ephemeral phenomena cannot, by their very nature, be anticipated; they simply happen. (139)

Cependant, employé seul, le modèle de Dahl démontre effectivement que l'Argentine comparativement au Chili possédait, à l'intérieur de notre cadre temporel, une structure socio-économique plus viable et plus propice à la démocratie que le Chili. C'est-à-dire que l'Argentine disposait de plus de conditions structurelles préalables à la démocratie ce qui, tel que mentionné, permet de confirmer notre hypothèse. Ceci dit, bien qu'il n'explique pas complètement le retour à la démocratie en Argentine, le modèle de Dahl, tel que nous verrons, permet de distinguer et d'identifier les conditions qui semblent nécessaires à la démocratie et les conditions qui ne le semblent pas.

3.4 - Classification des conditions de Dahl

Avec l'ensemble des résultats et des notions recueillis il semble désormais possible de tenter une classification sommaire des conditions de Dahl. Tout en omettant de pondérer ses sept conditions il reconnu tout de même qu'il s'agissait là d'une lacune fondamentale. Sans toutefois espérer remédier complètement à cette lacune nous tenterons de discerner les conditions "nécessaires" et les conditions "suffisantes" de celles qui ne semblent pas de pareille importance. Evidemment il faut d'abord établir la distinction entre une condition "nécessaire" et une condition "suffisante". Dans un traité de philosophie qui porte sur l'existence de Dieu, C.D. Broad offre une définition claire et simple de ces deux termes. Selon lui une condition

nécessaire est une condition "in whose absence an event cannot occur" et une condition suffisante en est une "in whose presence an event must occur". (140)

Si on ne se préoccupe que des conditions principales, un rapide examen des résultats de l'analyse comparative du chapitre deux démontre les statistiques suivantes. Il y a trois conditions qui ne sont favorables qu'à l'Argentine, deux qui sont favorables et à l'Argentine et au Chili, une qui n'est favorable qu'au Chili et une qui est défavorable aux deux pays. Essentiellement deux catégories sont déjà possibles. La première est celle dont les conditions sont favorables à l'Argentine et la seconde celle dont les conditions ne le sont pas. Cette dernière catégorie contient des conditions structurelles dont l'absence ne semble pas avoir empêché le retour à la démocratie de l'Argentine. Ceci écarte deux conditions qui ne sont donc pas des conditions "nécessaires" à la polyarchie dans ce cas-ci.

Parmi les cinq conditions restantes deux sont favorables et à l'Argentine et au Chili et trois ne sont favorables qu'à l'Argentine. Il est difficile d'attribuer aux deux premières un statut autre que "conditions peut-être nécessaires" à la polyarchie. C'est-à-dire que ces conditions, on ne peut en être certain justement parce qu'elles sont communes aux deux pays, ont "peut-être" contribué à la démocratisation de l'Argentine et vont "peut-être" contribuer à la polyarchie au Chili. Cependant, les trois dernières conditions, qui sont particulières à

l'Argentine, sont effectivement des conditions "nécessaires" à la polyarchie d'après l'analyse comparative.

Ayant ainsi déterminé quelles conditions du modèle de Dahl sont "nécessaires" il faut aussi établir le statu de la condition que nous venons à peine d'introduire; c'est-à-dire la condition catalytique qui dans ce cas-ci fut la guerre des Malouines. Tel que mentionné l'échec de cette guerre précipita la démission du régime militaire. Etant donné qu'il s'en suivit une redémocratisation de l'Argentine il est tout-à-fait rationnel de croire que les conditions structurelles favorables à la polyarchie étaient déjà en place et la condition catalytique était la "pièce" manquante. Cette condition catalytique fut donc aussi "nécessaire" à la redémocratisation de l'Argentine. Ceci dit, ensemble, les trois conditions structurelles de Dahl et la condition catalytique ont été "suffisantes" à cette redémocratisation.

tableau 9.3

Classification des conditions de Dahl (A-B-C)
et de la condition catalytique (D)

A. Conditions non nécessaires:	4. Inégalités 7. Croyances de l'élite au pouvoir
B. Conditions "peut-être nécessaires"	1. Séquences historiques 5. Pluralisme culturel
C. Conditions nécessaires:	2. Ordre socio-économique (décentralisé) 3. Niveau de développement socio-économique (élevé) 6. Dépendance économique (moindre)
D. Condition nécessaire:	- condition catalytique

ensemble des conditions suffisantes à la redémocratisation de l'Argentine

3.5 - Conclusion

Lors du premier chapitre nous constatons que Gilles Ballandier, tel que le souligne Bertrand Badie, estime qu'un modèle comme celui de Dahl,

... ne débouche en fin de compte que sur les considérations statiques, donnant l'image d'un certain état du Tiers Monde, au lieu de proposer une explication des transformations subies. (141)

Il est possible que le modèle de Dahl ne permette pas une explication approfondie des transformations préalablement subies tel que le désire Ballandier mais à la lumière de l'analyse comparative et de nos conclusions subséquentes on ne peut prétendre que le modèle en question ne débouche que sur des considérations statiques. Certes, tel que mentionné, le modèle n'explique pas complètement le retour à la démocratie en Argentine mais il a effectivement démontré que ce pays était, au niveau des conditions structurelles, plus apte à se polyarchiser que le Chili. Ceci est d'ailleurs appuyé par le fait qu'Eckstein souligne, tel que nous l'avons indiqué, que la condition catalytique aurait sûrement eu un autre effet que de provoquer le retour à la démocratie si certaines conditions structurelles nécessaires à la polyarchie n'avaient pas été présentes. Il nous fut donc possible par la suite d'identifier et de distinguer à partir des sept conditions du modèle de Dahl celles qui sont "nécessaires" à la démocratie, ce qui encore, semble-t-il n'avait jamais été fait. Donc, en ce qui concerne le modèle de Dahl, la pertinence de la critique de Ballandier semble en fait être remise en question étant donné que le modèle, dans ce cas-ci, est effectivement doté d'une valeur ou d'une capacité de prédiction tout-à-fait fondée.

En terminant il convient de souligner qu'on se limite principalement à l'Argentine et au Chili et peut-être à l'ensemble de

l'Amérique du Sud, depuis l'après-guerre, dans la généralisation de nos conclusions. De plus, nous présumons d'une part que les données employées sont fiables et que les mesures sont valides et d'autre part que notre interprétation des idées et des concepts de Dahl et des divers auteurs consultés, est fidèle à leurs sens.

Annexe statistique

Tableau 2.1

% de militaire par rapport à la population totale

13 pays d'Amérique latine (76-81)

pays	moy. pop.	moy. militaires	% militaire/pop	rang
Argentine	26 366 666	135 067	.51%	4
Bolivie	5 715 000	22 767	.40%	6
Brésil	117 336 660	267 850	.23%	12
Chili	11 020 000	84 200	.76%	2
Colombie	26 343 333	65 200	.25%	11
Républiqu Dom.	5 193 333	18 500	.36%	8
Equateur	7 706 667	29 217	.38%	7
Honduras	4 506 667	14 433	.32%	9
Mexique	66 843 333	97 833(1)	.15%	13
Paraguay	2 946 667	16 533	.56%	3
Pérou	16 950 000	82 500	.49%	5
Uruguay	3 190 000	26 667	.84%	1
Vénézuela	13 616 666	42 167	.31%	10
TOTAL (moy.)	23 671 922	69 456	.29%	

(1) n'inclue pas les conscrits à temps partiel

source: Military Balance, 1976-77, 78-79, 80-81.

Tableau 2.2

% des dépenses militaires par rapport au PNB (1974/76-82)

20 pays d'Amérique latine

pays	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	moy. annuelle	rang
Argentine			3.2	3.2	3.0	3.2	3.6	3.9	3.5	3.4 %	5
Bolivie			2.1	1.9	2.2	2.2	2.6	3.1	1.9	2.3 %	6
Brésil			1.2	1.0	.8	.7	.7	.7	.9	.9 %	14
Chili	4.9	4.8	4.1	4.0	4.2	3.6	3.6	3.6	3.7	4.1 %	4
Colombie			.9	.7	.7	1.0	1.1	1.0	1.2	.9 %	14
Costa Rica			.7	.8	.7	.7	.7	.6	.6	.7 %	15
Cuba			-	-	7.2	7.2	6.5	5.9	5.0	6.4 %	1
Rép. Dom.			1.7	1.6	1.9	1.9	1.4	1.5	1.4	1.6 %	9
Equateur			2.4	2.3	2.9	2.4	2.2	2.2	2.0	2.3 %	6
El Salvador			1.2	1.2	1.6	2.2	2.7	3.4	4.0	2.3 %	6
Guatemala			1.0	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	1.7	1.3 %	12
Haiti			1.3	1.2	1.3	1.2	1.7	1.9	1.6	1.5 %	10
Honduras			1.9	2.0	2.4	2.4	-	-	-	2.2 %	7
Mexique			.7	.6	.5	.5	.4	.5	.5	.5 %	16
Nicaragua			2.1	2.5	3.4	3.3	5.8	6.8	10.5	4.9 %	3
Panama			.8	.7	1.2	1.1	-	1.2	1.5	1.1 %	13
Paraguay			1.8	1.8	1.6	1.5	1.5	1.6	1.8	1.7 %	8
Pérou			4.8	7.0	5.3	5.3	5.3	4.8	5.5	5.1 %	2
Uruguay			2.2	2.4	2.3	2.4	2.9	4.0	4.1	2.9 %	5
Vénézuela			1.4	1.6	1.6	1.4	1.3	1.1	1.7	1.4 %	11
Total moy.			1.7	1.7	1.6	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6 %	
monde moy.			5.9	5.7	5.6	5.6	5.7	5.8	6.1	5.8 %	

source: SALA, 25, p. 212.

Tableau 2.3

RIWI

13 pays d'Amérique latine

pays	CPI (1)		Nouveau CPI 1982 (1976=100)	IWI		Nouveau IWI 1982 (1976=100)	RIWI =IWI CPI	rang
	1976	1982		1976	1982			
Argentine	3	541	18033.3	.0062	1.0080	16258.1	.90	6
Bolivie	48	295	614.6	2739	9984	364.5	.59	9
Brésil	19	370	1947.4	-(2)	-(2)	-	-	
Chili	20.6	131.6	638.8	805	13005	1615.5	2.53	1
Colombie	41.2	160.4	389.3	16.33	80.21	491.2	1.26	3
Rép. Dom.	78.4	-(2)	-	136.28	184.34	135.3	-	
Equateur	-(2)	130.3	-	16.3	42.8	262.6	-	
Honduras	67.4	119.6	177.4	50.13	174.42	347.9	1.96	2
Mexique	45.3	203.3	448.8	4267	18792	440.4	.98	4
Paraguay	52.7	118.8	225.4	-(2)	-(2)	-	-	
Pérou	17	288	1694.1	325	4115	1266.2	.75	7
Uruguay	16	159.5	996.9	2031	14604	719.1	.72	8
Vénézuela	63.4	127.3	200.8	1514	2955(3)	195.2	.97	5
Etats-Unis	69.1	117.1	169.5	5.22	8.49	162.6	.95	

(1) 1980=100

(2) données non disponible

(3) 1981

source: Annuaire des Statistiques du travail, 1985.

Tableau 2.5

Recettes des administrations publiques

% du revenu de la propriété et de l'entreprise par rapport au PIB (moy. 79 à 82)

10 pays d'Amérique du sud

	revenu (1)	PIB (1)	% du PIB	rang
Argentine	570.1	61238.3	.93 %	5
Bolivie	1606.5	195484.8	.82 %	7
Brésil	1213.3 (milliards)	23980.8 (milliards)	5.06 %	1
Chili	34125.	1989928.5	3.13 %	3
Colombie	14963.7	1812004.5	.83 %	6
Equateur	1401.8	322919.3	.43 %	9
Paraguay	1382	609175.5	.23 %	10
Pérou	61.45 (milliards)	8452554.7 (2)	.73 %	8
Uruguay	996.	100244.5	.99 %	4
Vénézuela	10830.3	259603.5	4.17 %	2
Etats-Unis	36.7 (milliards)	2743805. (2)	1.34 %	
URSS	92.1 (milliards)	478225. (2)	19.28 %	

(1) millions d'unités monétaires nationales, sauf avis contraire.

(2) en millions

source: revenu: Annuaire Statistique, 1983/84 N.U., p. 202

PIB: Ibid., p. 95.

Tableau 3.1

PNB par capita (74/76-82) dollars (E.U.) constant: 1982

20 pays d'Amérique latine

pays	1974	1976	1982	moyenne	rang
Argentine		2269	1864	2067	4
Bolivie		1236	946	1091	15
Brésil		1988	2100	2044	5
Chili	2093	1783	1935	1937	7
Colombie		1203	1361	1282	10
Costa Rica		1076	890	983	17
Cuba		1896	2241	2069	3
Rép. Dom.		1203	1249	1226	11
Equateur		1293	1429	1361	9
El Salvador		962	769	866	18
Guatemala		1149	1133	1141	14
Haiti		259	297	278	20
Honduras		625	651	638	19
Mexique		1892	2144	2018	6
Nicaragua		1285	868	1077	16
Panama		1589	2103	1846	8
Paraguay		937	1351	1144	13
Pérou		1201	1149	1175	12
Uruguay		2873	3140	3007	2
Vénézuela		4801	4183	4492	1
Total moyenne		1871	1946	1913	

source: SALA, 25, p. 212.

Tableau 3.2

% du minimum journalier des calories requises
19 pays d'Amérique latine

	1961-63	1975-77	rang (75-77)
Argentine	137.9	143.1	1
Bolivie	69.5	91.0	17
Brésil	102.8	108.8	7
Chili	110.1	114.1	5
Colombie	94.3	98.4	13
Costa Rica	93.2	107.2	9
République Dom.	81.9	92.1	15
Equateur	80.4	92.0	16
El Salvador	78.9	90.7	18
Guatemala	82.5	93.9	14
Haïti	85.0	88.4	19
Honduras	95.6	102.4	10
Mexique	110.9	116.8	4
Nicaragua	95.8	107.6	8
Panama	100.3	102.1	11
Paraguay	108.4	122.3	3
Pérou	96.8	99.2	12
Uruguay	124.9	132.7	2
Vénézuela	95.6	109.8	6
total moyenne	104.8	110.9	

source: SALA, 23, p. 7.

Tableau 3.3

Indice HEC; 0 = égalité avec Etats-Unis

20 pays d'Amérique latine: 1980

	1980	rang
Argentine	38.2	2
Bolivie	67.8	16
Brésil	56.4	9
Chili	55.1	8
Colombie	61.7	12
Costa Rica	49.9	6
Cuba	40.3	3
République Dom.	67.2	15
Equateur	60.6	11
El Salvador	69.9	17
Guatemala	76.1	19
Haïti	83.9	20
Honduras	73.1	18
Mexique	54.9	7
Nicaragua	66.8	14
Panama	48.0	4
Paraguay	63.8	13
Pérou	56.8	10
Uruguay	34.9	1
Vénézuela	49.2	5
moy. totale	59.7	

source: SALA, 25, p. 132.

Tableau 4.1

Quotient de discrimination

9 pays d'Amérique latine

pays (1)	pop. totale	salariés X3	salaires (2)	PIB (2)	Quotient	rang
Argentine (1980)	27 064 000	21 441 981	10.124	28.337	.45	7
Chili (1980)	11 174 100	6 012 600	411 076	1 075 269	.71	4
Guatemala (1981)	6 054 227	2 385 831	- (3)	3 127.5	-	-
Mexique (1980)	66 846 833	29 299 533	1 542 000	4 276 000	.82	2
Panama (1980)	1 788 748	1 041 735	1 624.6	3 558.8	.78	3
Paraguay (1982)	3 035 360	1 132 500	245 900	737 040	.89	1
Pérou (1981)	14 060 996	6 624 543	2 990 000	9 496 000	.66	6
Vénézuéla (1981)	14 233 051	8 769 519	119 642	285 208	.68	5
Brésil (1980)	119 070 865	85 815 153	- (3)	13 164 000	-	-

(1) années des données

(2) millions d'unités monétaires nationales

(3) données non-disponibles

source: population totale et nombre de salariés: BIT, 1982, 83, 84, 85.

salaires et PIB: National Accounts Statistics: Main Aggregates and Detailed Tables, 1984.

Tableau 6.1

"Debits on investment income" annuel par capita (1974/76-1982)

13 pays d'Amérique latine

pays	population moyenne (76-81)	moy. débits (76-82) (1) (2)	débits/cap	rang
Argentine	26 366 666	-1 866	-70.7	3
Bolivie	5 715 000	- 67	-11.7	12
Brésil	117 336 660	-4 712	-40.2	6
Chili	11 020 000	- 939	-85.2	1
Colombie	26 343 333	- 295	-11.1	13
Rép. Dom.	5 193 333	- 157	-30.2	7
Equateur	7 706 667	- 378	-49.0	5
Honduras	4 506 667	- 102	-22.6	8
Mexique	66 843 333	-4 694	-70.2	4
Paraguay	2 946 667	- 63	-21.3	9
Pérou	16 950 000	- 347	-20.4	11
Uruguay	3 190 000	- 66	-20.6	10
Vénézuela	13 616 666	-1 063	-78.0	2
moy. totale	23 671 666	-1 135	-47.9	

(1) millions de DTS

(2) débits: inclus - "other direct investment income debits"
- "other investment income debits"

source: population: Military Balance, 1976-77, 78-79, 80-81.

débits: IMF Balance of Payments, vol. 33 et 36.

Tableau 7.1

Indice révisé "Fitzgibbon-Johnson" et rang: 1970, 1975, 1980

20 pays d'Amérique latine

pays	1970		1975		1980	
	valeur	rang	valeur	rang	valeur	rang
Argentine	113	14	162	5	92	15
Bolivie	115	13	91	15	85	17
Brésil	102	17	90	16	116	11
Chili	214	1	77	18	77	18
Colombie	187	5	204	3	203	3
Costa Rica	213	2	232	1	240	1
Cuba	73	19	95	14	103	12
République Dom.	138	8	135	6	174	6
Equateur	153	7	109	10	165	7
El Salvador	137	10	124	8	93	14
Guatemala	137.3	9	111	9	94	13
Haïti	67	20	67	20	72.1	20
Honduras	123	12	101	12	120	10
Mexique	179	6	182	4	187	4
Nicaragua	110	16	89	17	143	8
Panama	112	15	107	11	126	9
Paraguay	88	18	74	19	72	19
Pérou	126	11	97	13	181	5
Uruguay	209	3	127	7	90	16
Vénézuela	199	4	221	2	227	2

source: 1970: SALA, 17, p. 355.

1975, 1980: Latin American Research Review,
vol 11:2, 17:3.

Références

Introduction

1. Hopkins (1983) p. 250.
2. Nef (1986) p. 43.
3. Ibid., p. 55.
4. Wesson (1982) p. 84.
5. Rustow (1967) p. 471.
6. Lipset (1981) p. 27.
7. Dahl (1971) p. 10.
8. Dogan et Pelassy (1982) p. 135.
9. Przeworski et Teune (1970) p. 33.
10. Dogan et Pelassy (1982) p. 137.
11. Wilkie (1983) p. 28.
12. Wilkie (1981) p. 80.
13. Hopkins (1980) pp. 220 et 273.

Chapitre premier: Le modèle théorique de Dahl; Critiques; L'hypothèse révisée

14. Robert A. Dahl est présentement professeur émérite à l'Université Yale à New Haven.
15. Dahl (1971) p. 2.
16. Ibid., p. 3.
17. Ibid., p. 4.
18. Ibid., p. 10.
19. Ibid., p. 15.
20. Ibid., p. 16.
21. Ibid., p. 34.
22. Ibid., p. 45.
23. Ibid., p. 51.
24. Ibid., p. 58.
25. Ibid., p. 60.
26. Ibid., p. 70.
27. Ibid., p. 74.
28. Ibid.; p. 78.
29. Ibid., p. 103.
30. Ibid., p. 98.
31. voir entre autres: Runciman (1966) et Gurr (1970).
32. Dahl (1971) p. 107
33. Ibid., p. 111.
34. Ibid., p. 189.
35. Ibid., p. 211.
36. Ibid., p. 124.
37. Ibid., p. 128.
38. Ibid., p. 129.
39. Ibid., p. 130.
40. Ibid., p. 150.
41. Ibid., p. 153.

42. Ibid., p. 207.
43. Lijphart (1972) p. 426.
44. Almond et Verba (1965).
45. Lijphart (1972) p. 427
46. Almond, Flanagan et Mundt (1973) p. 644.
47. Ibid., p. 646.
48. Ibid., p. 646.
49. Badie (1980) p. 6.
50. Ibid., p. 17
51. O'Donnell (1979) p. 2.
52. Dahl (1971) p. 8.

Chapitre deux: L'analyse comparative entre l'Argentine et le Chili

53. Ibid., p. 34.
54. Collier, Blakemore et Skidmore (1985) p. 246.
55. Ibid., p. 246.
56. Ibid., p. 246.
57. Ibid., p. 247.
58. Ibid., p. 248.
59. Zanartu et Kennedy (1969) p. 173.
60. Ibid., p. 173.
61. Caviendes (1979) p. 46.
62. Loveman (1979) p. 256.
63. Ibid., p. 256.
64. Dahl (1971) p. 36.
65. Zanartu et Kennedy (1969) p. 185.
66. Collier, Blakemore et Skidmore (1985) p. 253.
67. Snow (1971) p. 11.
68. Collier, Blakemore et Skidmore (1985) p. 253.
69. Ibid., p. 253.
70. Snow (1971) p. 12.
71. Collier, Blakemore et Skidmore (1985) p. 253.
72. Ibid., p. 254.
73. Ibid., p. 254.
74. Corradi (1985) p. 33.
75. Scobie (1964) p. 195.
76. Bwy (1972) p. 223.
77. Ibid., p. 226.
78. Chossudovski (1974).
79. Ibid., p. 1.
80. Ibid., p. 1
81. Wilkie (1977) p. 211.
82. Alschuler (1976) p. 503.
83. Dahl (1971) p. 60.
84. Ibid., p. 61.
85. United Nations (1986 c) p. 1089.
86. Dahl (1971) p. 70.
87. Ibid., p. 74.
88. Ibid., p. 73.

89. Ibid., p. 78.
90. Ibid., p. 85.
91. Alschuler (1976) p. 504.
92. Ibid., p. 504.
93. Ibid., p. 505.
94. Ibid., p. 505.
95. Gurr (1972 a) p. 185.
96. Gurr (1970). Les trois types principaux de privation relative qu'étudie Gurr sont: "decremental deprivation", "aspirational deprivation" et "progressive deprivation", p. 46.
97. Ibid., p. 47.
98. Ibid., p. 50.
99. Ibid., p. 50.
100. Gastil (1983) p. 4.
101. Gurr (1972 b) p. 39.
102. Dahl (1971) p. 108.
103. Haug (1967) p. 294.
104. Banks and Texter (1963).
105. Haug (1967) p. 296.
106. Wilkie (1984) p. 214.
107. Haug (1967) p. 297.
108. United States, Department of State (1977) p. 1.
109. Ibid., p. 1.
110. Collier, Blakemore et Skidmore (1985) p. 252.
111. Gaignard (1984) p. 1083.
112. Dahl (1971) p. 189.
113. Ibid., p. 211.
114. Chase-Dunn (1975) p. 720.
115. Ibid., p. 720.
116. voir aussi: 1975: International Economic Dependence; 1978: Core-periphery Relations: the Effects of Core Competition; 1979: Comparative Research on World System Characteristics.
117. Chase-Dunn (1975).
118. Midlarsky et Tanter (1972) p. 242.
119. Ibid., p. 243.
120. Ibid., p. 245.
121. Ibid., p. 249.
122. Gurr (1970) p. 210.
123. Bwy (1972) p. 224.
124. Wilkie (1976) p. 349.
125. Ibid., p. 349.
126. Dahl (1971) p. 3.
127. Wilkie (1985) p. 170.

Chapitre trois: Conclusion

128. Nous tenons à souligner pourquoi nous minimisons l'importance de la sous-condition "accès aux sanctions socio-économiques" qui est nettement favorable au Chili. Rappelons d'une part que l'indice dont nous nous servions, le RIWI, était calculé à partir de l'indice des salaires industriels et de l'indice des prix à la consommation et d'autre part

que le RIWI démontra que le Chili était favorisé à ce niveau. Hors l'indice RIWI ne tient pas compte du taux de chômage et le diagramme 4.4 démontra que le pourcentage d'augmentation du taux de chômage au Chili était nettement supérieur à celui de l'Argentine. Ceci dit, l'indice RIWI est peut-être plus élevé au Chili mais c'est une partie de la population plus petite qui en profite. N'ayant pas les outils nécessaires pour calculer le rapport entre le taux de chômage et l'indice RIWI nous minimisons donc l'importance de cette sous-condition.

129. Dabat et Lorenzano (1984) p. 125.
130. Corradi (1985) p. 136.
131. Hopkins (1985) p. 267.
132. Corradi (1985) p. 136.
133. Ibid., p. 146.
134. Eckstein (1972) p. 9; à ce sujet voir aussi Johnson (1966) p. 59.
135. Ibid., p. 13.
136. la parentèse est la nôtre.
137. Eckstein (1972) p. 25.
138. Ibid., p. 13.
139. Ibid., p. 14.
140. Broad (1972) p. 80.
141. Badie (1980) p. 17.

Bibliographie

- Alker, Hayward R. Jr. Mathematics and Politics (New York: The Macmillan Company, 1965).
- Almond, Gabriel A. et Sidney Verba. The Civic Culture (Boston: Little, Brown and company, 1965).
- Almond, Gabriel A., S.C. Flanagan et Robert J. Mundt. Crisis, Choice and Change (Boston: Little, Brown and Company, 1973).
- Alschuler, Lawrence R. "Asymétrie et asynchronie dans le développement argentin", Etudes Internationales, 7, 4 (décembre, 1976), 499-515.
- Badie, Bertrand. Le développement politique (Paris: Editions Economica, 1980).
- Banks, Arthur S. (ed.) Political Handbook of the World (New York: McGraw-Hill Book Company, 1976, 77, 78).
- Banks, Arthur S. et Robert B. Textor. A Cross-Polity Survey (Cambridge: The M.I.T. Press, 1963).
- Bornschiefer, Volker et Christopher Chase-Dunn. Transnational Corporations and Underdevelopment (New York: Praeger Publishers, 1985).
- Broad, C.D. "The Argument from Religious Experience", dans Margaret D. Wilson, Dan W. Brock et Richard F. Kuhns, Jr. (eds.) Philosophy. An Introduction (New York: Meredith Corporation, 1972).
- Bureau International du Travail. Annuaire des statistiques du travail (Genève: Organisation internationale du travail).
- Bwy, Douglas P. "Political Instability in Latin America: The Cross-Cultural Test of a Causal Model", Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc. 1972) p. 223.
- Caviendes, César. The Politics of Chile: A Sociogeographical Assessment (Boulder: Westview Press, Inc, 1979).
- Chase-Dunn, Christopher. "The Effects of International Economic Dependence on Development and Inequality: A Cross-National Study", American Sociological Review, 40, 6 (1975).
- Chossudovsky, Michel. The Neo-Liberal Model and the Mechanisms of Economic Repression - The Chilean Case (University of Ottawa: Research Paper no. 74.17, 1974).

- Collier, David (ed.) The New Authoritarianism in Latin America (Princeton: Princeton University Press, 1979).
- Collier, Simon et, Harold Blakemore et Thomas Skidmore. The Cambridge Encyclopedia of Latin America and the Caribbean (Cambridge: Cambridge University Press, 1985).
- Corradi, Juan E. The Fitful Republic: Economy, Society and Politics in Argentina (London: Westview Press, Inc., 1985).
- Dabat, Alejandro et Luis Lorenzano. Argentina: The Malvinas and the End of Military Rule (London: Verso Editions, 1984).
- Dahl, Robert A. A Preface to Democratic Theory (Chicago: University of Chicago Press, 1956).
- Dahl, Robert A. (ed.) Political Oppositions in Western Democracies (New Haven: Yale University Press, 1968).
- Dahl, Robert A. Polyarchy: Participation and Opposition (New Haven: Yale University Press, 1971).
- Dahl, Robert A. Regimes and Oppositions (New Haven: Yale University Press, 1973).
- Dogan, M., et D. Pelassy. Sociologie politique comparative (Paris: Economica, 1982).
- Eckstein, Harry. "On the Etiology of Internal Wars", Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice-Hall Inc., 1972) p. 9.
- Feierabend, Ivok., Rosalind L. Feierabend et Ted Robert Gurr (eds.) Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice Hall, Inc., 1972).
- Ferrer, Aldo. Living Within our Means (Boulder: Westview Press, 1985).
- Fitzgibbon, Russell H. "Measuring Democratic Change in Latin America", The Journal of Politics, 29, 1 (1967).
- Gaignard, Romain. "Buenos Aires", Encyclopaedia Universalis (Paris: France S.A., 1984).
- Gastil, Raymond D. "The Comparative Survey of Freedom", Freedom at Issue, 70 (New York: Freedom House, Inc., 1983).
- Gurr, Ted Robert a). "A Causal Model of Civil Strife: A Comparative Analysis Using New Indices", Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc. 1972) p. 184.

- Gurr, Ted Robert b). "Psychological Factors in Civil Violence", Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc., 1972) p. 31.
- Gurr, Ted Robert. Why Men Rebel (Princeton: Princeton University Press, 1970).
- Hang, Marie R. "Social and Cultural Pluralisme as a Concept in Social System Analysis", American Journal of Sociology, 73 (1967).
- Hopkins, Jack W. (ed.) Latin America and Caribbean Contemporary Record, vol. 1, 2, 3, 4 (New York: Holmes et Meir, 1983 à 1986).
- International Monetary Fund. Balance of Payments Statistics, volumes 33 et 36 (Washington D.C.: International Monetary Fund, 1982 et 1985).
- Johnson, Chalmers. Revolutionary Change (Boston: Little, Brown and Company. 1966).
- Johnson, Kenneth H. "Scholarly Images of Latin American Political Democracy in 1975", Latin American Research Review, 11, 2 (1976).
- Johnson, Kenneth H. "The 1980 Image-Index Survey of Latin American Political Democracy", Latin American Research Review, 17, 3 (1982).
- Lijphart, Arend. "Toward Empirical Democratic Theory", Comparative Politics, 4, 3 (avril 1972).
- Lipset, Martin Seymour. Political Man: The Social Bases of Politics (Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1981).
- Loveman, Brian. Chile - The Legacy of Hispanic Capitalism (New York: Oxford University Press, 1979).
- Macridis, Roy C. et Barnard E. Brown (eds.) Comparative Politics. Notes and Readings (Homewood: Dorsey Press, 1977).
- Mendes, Candido. Contestation et développement en Amérique Latine (Paris: Presses Universitaires de France, 1979).
- Merritt, Richard L. et Stein Rokkan. Comparing Nations: The Use of Quantitative Data in Cross-national Research (New Haven: Yale University Press, 1966).
- Midlarsky, Manus et Raymond Tanter. "Toward a Theory of Political Instability in Latin America", Anger, Violence and Politics (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc. 1972) p. 242.

- Munck, Ronaldo. Politics and Dependency in the Third World: The Case of Latin America (London: Zed Book Ltd., 1984).
- Nef, Jorge. "Redemocratization in Latin America", Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies, 11, 21 (1986).
- Neubauer, Deane E. On the Theory of Polyarchy: A Empirical Study of Democracy in Ten Countries (New Haven: Yale University Press, 1967).
- Neubauer, Deane E. "Some Conditions of Democracy", American Political Science Review, 61, 4 (1967).
- O'Donnell, Guillermo A. Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism (Berkeley: University of California, 1979).
- Przeworski, Adam et Henry Teune. The Logic of Comparative Social Inquiry (New York: John Wiley and Sons, 1970).
- Rouquié, Alain (ed.) La démocratie ou l'apprentissage de la vertu (Paris: Editions A.-M. Métailié, 1985).
- Runciman, W.G. Relative Deprivation and Social Justice (Berkeley: University of California Press, 1966).
- Rustow, Dankwart. A World of Nations (Washington D.C.: The Brookings Institution, 1967).
- Scobie, James R. Argentina: A City and a Nation (New York: Oxford University Press, Inc., 1964).
- Simpson, John et Jana Bennet. The Disappeared (London: Robson Books, 1985).
- Snow, Peter G. Political Forces in Argentina (Boston: Allyn and Bacon, Inc., 1971).
- Taylor, Charles et Michael Hudson, World Handbook of Political and Social Indicators (New Haven: Yale University Press, 1972).
- The Internatioanl Institute for Strategic Studies. The Military Balance (London: The International Institute for Strategic Studies, 1975-77, 1978-83, 1983-85).
- United Nations a) Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 1983 (Santiago: United Nations, 1985).
- United Nations b) National Accounts Statistics: Main Aggregates and Detailed Tables, 1984 (New York: United Nations, 1986).
- United Nations c) Statistical Yearbook 1983/84 (New York: United Nations, 1986).

- United Nations d) Transnationals in World Development: Third Survey
(New York: United Nations, 1983).
- United States, Department of State. Background Notes: Argentina
(Washington D.C.: U.S. Government Printing Office, publication
7836, 1977).
- Wesson, Robert. Democracy in Latin America: Promise and Problems
(Stanford: Praeger Publishers, 1982).
- Wilkie, James W. (ed.) Statistical Abstract of Latin America, volume 17
à 25 (Los Angeles: University of California, 1976 à 1987).
- World Bank. Argentina, Economic Memorandum (Washington D.C.: The world
bank, 1985).
- World Bank. Chile: An Economy in Transition (Washington D.C.: The World
Bank, 1979).
- Wouter, Tims (dir.) World Tables 1976 et 1980 (Baltimore: The Johns
Hopkins University Press, 1976, 1980).
- Wynia, Gary W. The Politics of Latin American Development (Cambridge:
Cambridge University Press: 1984).
- Zanartu, S.J. Mario et John J. Kennedy (eds.) The Overall Development of
Chile (Indiana: University of Notre Dame Press, 1969).